

INTRODUCTION

1. Le Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCF) a tenu sa 14e session virtuellement du 3 au 7 et le 13 mai 2021, à l'aimable invitation du gouvernement des Pays-Bas. La session était présidée par le Dr. Sally Hoffer, Manager, Sécurité alimentaire et alimentation durable, Directorate Plant Agro Food Chains, Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité alimentaire, Pays-Bas. Ont assisté à la session XX pays membres, une organisation membre ainsi que des observateurs de XX organisations. La liste des participants est indiquée dans l'Appendice I.

OUVERTURE DE LA SESSION

2. La session a été ouverte par Mme Marije Beens, directrice générale de l'agriculture et de la qualité alimentaire du Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité alimentaire des Pays-Bas. M. Steve Wearne, vice-président de la Commission du Codex Alimentarius, a également pris la parole lors de la réunion.

Répartition des compétences¹

3. Le CCCF a noté la répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres, conformément au paragraphe 5, article II des Règles de procédure de la Commission du Codex Alimentarius.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)²

4. Le CCCF :
 - a noté que les points 17 et 19 de l'ordre du jour seraient discutés en fonction du temps disponible et qu'aucune question ne serait examinée au point 21 de l'ordre du jour.
 - a adopté l'ordre du jour provisoire comme son ordre du jour pour la session.

QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET/OU SES ORGANES SUBSIDIAIRES (point 2 de l'ordre du jour)³

5. Le CCCF a noté que certaines questions n'avaient qu'une valeur informative et qu'elles seraient examinées sous les points pertinents de l'ordre du jour, comme suit :
 - cadmium (points 5 et 6 de l'ordre du jour) ;
 - toxines de ciguatera (points 3 et 20 de l'ordre du jour) ;
 - examen périodique des normes du Codex pour les contaminants (point 18 de l'ordre du jour) ; et
 - scopolétine (point 20 de l'ordre du jour).

Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (CCEXEC78)

Actualité des documents de travail du Codex

6. Le CCCF a noté que le secrétariat du Codex continuerait à travailler en étroite collaboration avec le président du CCCF, les présidents des GTE et le secrétariat du pays hôte sur les moyens d'améliorer la gestion des travaux du Comité.

Comité sur les méthodes d'analyse et l'échantillonnage (CCMAS40)

Révision des méthodes de la norme générale pour les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CXS 234-1999)

7. Une délégation a noté que la conversion en critères de performance était déjà contenue dans les *directives pour l'établissement de valeurs numériques pour les critères de méthode* dans le Manuel de procédure, mais que certains exemples pourraient nécessiter une mise à jour. Le secrétariat du Codex a confirmé que les directives du Manuel de procédure devaient être suivies, et que si des amendements étaient nécessaires, ceci devait être porté à l'attention du CCMAS pour examen.

Conclusion

8. Le CCCF a reconnu la *norme générale pour les méthodes d'analyse et d'échantillonnage* (CXS 234-1999) comme étant le point de référence unique pour les méthodes d'analyse et d'échantillonnage relevant de la compétence du CCMAS.
9. Le CCCF est convenu :
 - i) de réviser les méthodes de la *norme pour les méthodes générales d'analyse des contaminants* (CXS 228-2001) en vue de les transférer à la *norme générale pour les méthodes d'analyse et d'échantillonnage* (CXS 234-1999), le cas échéant, et de révoquer par la suite la *norme pour les méthodes générales d'analyse des contaminants*

¹ CRD01

² CX/CF 21/14/1

³ CX/CF 21/14/2

(CXS 228-2001) ; et

- ii) que le Brésil, avec l'aide des États-Unis d'Amérique (É.-U.) et du Japon, examinerait les méthodes figurant dans la *norme générale pour les méthodes d'analyse des contaminants* (CXS 228-2001) dans le but d'évaluer leur pertinence ou leur remplacement par d'autres méthodes plus appropriées et leur conversion éventuelle en critères de performance, pour examen par le CCCF15. Les travaux se concentreraient uniquement sur les méthodes relatives aux composés de la norme CXS 228-2001 qui répondent à la définition de contaminant.

Questions d'intérêt découlant de la FAO et de l'OMS (incluant le JECFA) (Point 3 de l'ordre du jour)⁴

10. Le représentant de la FAO a résumé les informations contenues dans le document de travail et a souligné les activités des JECFA90 (2020) et 91 (2021), notamment l'évaluation de certaines mycotoxines telles que les trichothécènes et les alcaloïdes de l'ergot de seigle, un groupe de substances évaluées pour leur présence potentielle dans les huiles et les graisses lorsqu'elles sont transportées en tant que cargaison précédente, ainsi que l'évaluation de l'exposition au cadmium. Il a également souligné les réunions d'experts organisées par la FAO et l'OMS en vue de fournir des avis scientifiques sur les alcaloïdes tropaniques dans les aliments et sur l'intoxication à la ciguatera, ainsi que la publication de la FAO sur le changement climatique qui couvre plusieurs risques pour la sécurité alimentaire, notamment les métaux lourds, les mycotoxines et les toxines marines. Il a également présenté d'autres travaux de la FAO, notamment le récent rapport sur les aspects de la sécurité alimentaire des insectes comestibles, ainsi que les études en cours sur les microplastiques et les algues.
11. Le représentant de l'OMS a présenté l'avancement des travaux sur la dioxine et les composés de type dioxine, visant à fournir des facteurs d'équivalence toxique (TEF) affinés dans le courant de l'année 2021. Il a ensuite présenté les questions relatives aux microplastiques et leur incidence sur la santé publique, indiquant que le rapport d'évaluation des risques sanitaires liés aux microplastiques serait publié en 2021, et a attiré l'attention du CCCF14 sur la stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité alimentaire, qui a été réclamée par une résolution de l'Assemblée mondiale de la santé.
12. Plusieurs délégations ont exprimé leur soutien au nouveau rapport de la FAO sur les insectes comestibles⁵, indiquant que les insectes comestibles étaient une source d'alimentation populaire dans certaines régions du monde. Ils ont rappelé que la CCASIA avait discuté dans le passé de l'établissement de normes pour les insectes comestibles et ont suggéré que le CCCF prenne en considération les aspects de sécurité alimentaire des insectes comestibles.
13. En ce qui concerne la façon dont le CCCF pourrait examiner les aspects de sécurité alimentaire des insectes comestibles, le secrétariat du Codex a suggéré de l'envisager dans le cadre des travaux de suivi sur les résultats des évaluations de la FAO, de l'OMS et du JECFA, au point 20 de l'ordre du jour.

Conclusion

14. Le CCCF :
 - i) a salué le rapport fourni par la FAO et l'OMS ; et
 - ii) est convenu que toutes les questions relatives aux insectes comestibles, ainsi que les autres questions soulevées dans le document de travail, telles que l'intoxication à la ciguatera, les alcaloïdes tropaniques, etc. seront examinées au point 20 de l'ordre du jour.

QUESTIONS DÉCOULANT DES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (Point 4 de l'ordre du jour)⁶

La Division commune FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture

15. Le représentant de la Division commune FAO/AIEA a présenté ce point et a résumé les informations fournies dans le document de travail concernant les projets de coopération technique dans le domaine de la sécurité et du contrôle des aliments, les projets de recherche internationaux et les laboratoires de recherche.
16. Le représentant a attiré l'attention du CCCF sur les travaux en cours à l'AIEA sur les radionucléides dans l'alimentation humaine et animale et dans l'eau potable et sur les liens avec les informations présentées dans le document de discussion soumis à l'examen du CCCF au point 16 de l'ordre du jour. Il a mentionné que des travaux au niveau international dans ce domaine sont en train de développer des méthodologies qui peuvent être utilisées pour produire des critères d'évaluation de ces radionucléides dans les aliments. Ce travail a impliqué la FAO, l'AIEA et l'OMS. Un résumé actualisé⁷ en est donné dans le document de discussion susmentionné. Il a également noté qu'il est important de vérifier que les radionucléides naturellement présents dans l'alimentation humaine, l'alimentation animale et l'eau, ne

⁴ CX/CF 21/14/3

⁵ Examen des insectes comestibles du point de vue de la sécurité alimentaire. Défis et opportunités pour le secteur, FAO (2021) <http://www.fao.org/3/cb4094en/cb4094en.pdf>

⁶ CX/CF 21/14/4

⁷ CX/CF 21/14/14, paras. 27-31

semblent pas constituer un problème pour la sécurité alimentaire et le commerce. L'AIEA pourrait également s'engager à produire toute information ou document nécessaire qui pourrait être utile aux autorités alimentaires, à cet égard et a remercié le GTE, les présidents du GTE et le secrétariat du Codex pour cet excellent document de discussion.

Conclusion

17. Le CCCF a accueilli favorablement les informations fournies par le représentant de la Division commune FAO/AIEA.

LIMITES MAXIMALES DE CADMIUM DANS LES CHOCOLATS CONTENANT OU DÉCLARANT < 30 % DE MATIÈRE SÈCHE TOTALE DE CACAO SUR BASE SÈCHE (Point 5 de l'ordre du jour)⁸

18. L'Équateur, en tant que président du GTE, a présenté le point et a rappelé que la 13e session du CCCF avait avancé la LM à l'étape 5/8 pour adoption par la CAC42 (2019). La Commission n'avait adopté la LM qu'à l'étape 5, pour observations à l'étape 6 et nouvel examen par la 14e session du CCCF. Le président du GTE a attiré l'attention sur la décision de la CAC42 selon laquelle le concept de proportionnalité tel que convenu par la 13e session du CCCF en ce qui concerne les LM adoptées par la CAC41 (2018) doit être maintenu. Si de nouvelles informations supplémentaires ne justifiaient pas une modification de la LM, la 14e session du CCCF recommanderait l'adoption de la LM de 0,3 mg/kg par la CAC lors de sa prochaine session. La CAC42 a confirmé que, si la 14e session du CCCF le recommandait, la 43e session de la CAC devra adopter la LM sans autre discussion.⁹
19. Le président du GTE a en outre rappelé que le JECFA91 avait réalisé une nouvelle évaluation de l'exposition au cadmium dans toutes les sources alimentaires et que les conclusions étaient que les principaux aliments qui contribuent à l'exposition au cadmium alimentaire restent les mêmes, à savoir les céréales ou les aliments à base de céréales, les légumes et les fruits de mer. Aucune des évaluations réalisées par le JECFA73 (2010), le JECFA77 (2013) et le JECFA91 (2021) n'avait identifié les produits à base de cacao comme des contributeurs majeurs à l'exposition au cadmium alimentaire. Aucune nouvelle information supplémentaire n'a été reçue pour justifier une modification de la LM proposée, étant donné que le taux de rejet mondial de ces produits à cette LM serait de 3,2 % et que le taux de rejet pour la région d'Amérique latine et des Caraïbes serait de 12 %. La recommandation serait donc d'adopter une LM de 0,3 mg/kg pour les chocolats qui contiennent ou déclarent moins de 30 % de matière sèche totale de cacao sur base sèche.
20. Le Secrétariat du JECFA a confirmé que le JECFA91 avait entrepris une nouvelle analyse de l'exposition au cadmium provenant de toutes les sources alimentaires, en tenant compte de toutes les nouvelles données soumises et des estimations de l'exposition au cadmium alimentaire provenant de 44 études nationales. Le JECFA91 avait confirmé les conclusions des réunions précédentes du JECFA selon lesquelles le cadmium dans le cacao ne constitue pas une source d'exposition significative dans le régime alimentaire humain au niveau mondial. Cependant, une exception spécifique a été remarquée par le JECFA91, pour les enfants du module GEMS/Foods G07 (principalement les pays européens) qui ne consomment que des sources de cacao du module G05 (Amérique du Sud), les produits à base de cacao constituent bel et bien une source plus importante d'exposition au cadmium. Le secrétariat a ajouté qu'au niveau mondial, cependant, la contribution du cacao à l'apport total de cadmium est mineure par rapport aux produits de base mentionnés ci-dessus.
21. Le Secrétariat a également expliqué qu'après toute réunion du JECFA sur les contaminants alimentaires, un résumé contenant les points forts du résultat final, la déclaration finale et une brève explication sur la façon dont le JECFA a tiré sa conclusion est publié. Il est suivi du rapport du JECFA, qui contient des informations plus détaillées sur la manière dont les principales données ont été collectées et examinées et dont le JECFA a tiré ses conclusions. Enfin, une monographie contenant des informations détaillées sur toutes les données soumises et évaluées par le JECFA est publiée. Compte tenu des besoins de la 14e session du CCCF et à titre exceptionnel, pour le rapport de synthèse du JECFA91 un rapport de synthèse plus complet a été publié, contenant toutes les informations qui feront partie du rapport, notamment les délibérations du JECFA, les éléments de données clés qui ont servi à l'évaluation et la manière dont les conclusions ont été tirées, afin d'aider le CCCF dans sa discussion sur ce point. De ce fait, la publication du rapport du JECFA 91 ne fournira pas d'informations supplémentaires sur cette question et il est peu probable que la monographie fournisse les informations supplémentaires et nécessaires permettant de conclure sur ce point lors d'une prochaine session du CCCF.
22. Le président a également rappelé au CCCF que deux LM avaient déjà été adoptées pour les catégories de chocolat à forte teneur en cacao et que, conformément à la décision prise lors de la 13e session du CCCF, si aucun consensus n'était atteint lors de la 14e session du CCCF, les travaux seraient interrompus jusqu'à ce que le Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination du cacao par le cadmium soit finalisé et mis en œuvre. À la lumière de

⁸ REP19/CF-Appendice III ; CX/CF 21/14/5 (Australie, Canada, Colombie, UE, Kazakhstan, Maroc, Saint-Christophe-et-Niévès, Suisse, États-Unis, CEA et FIA) ; CX/CF 21/1/4/5-Add.1 (Australie, Canada, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, Égypte, El Salvador, UE, Malaisie, Pérou, Trinité-et-Tobago, Ouganda, États-Unis, CEA et ICA)

⁹ REP19/CAC, paragraphes 65-66

la dernière évaluation du JECFA et du fait qu'aucune nouvelle information n'a été apportée pour justifier une modification de la LM, elle a proposé de faire passer la LM à l'étape 8 pour adoption par la CAC44.

Discussion

23. L'Union européenne, soutenue par la Norvège, a réitéré son point de vue et sa réserve, tels qu'ils ont également été exprimés lors des réunions de la 13e session du CCCF et de la CAC42¹⁰. L'UE a en outre fait remarquer que cela était confirmé par l'évaluation de l'exposition au cadmium de toutes les sources réalisée par le JECFA en 2021, qui indiquait que le chocolat et les produits à base de cacao présentant des concentrations élevées de cadmium pouvaient contribuer jusqu'à hauteur de 9,4 % à l'exposition des enfants européens âgés de 3 à 9 ans consommant uniquement des produits à base de cacao provenant d'une région particulière, les produits à base de cacao pouvaient même être les principaux responsables de l'exposition au cadmium (39,4 % de l'exposition au cadmium). Cela a justifié la nécessité d'une LM de cadmium inférieure de 0,1 mg/kg pour cette catégorie de chocolats.
24. La délégation a également indiqué que le concept de proportionnalité applicable aux deux LM adoptées par la CAC41 n'était pas justifié pour cette catégorie de chocolats car les chocolats au lait sont consommés par les enfants, alors que les chocolats noirs ne sont généralement pas consommés par ce groupe de population. Afin de protéger adéquatement les enfants, une LM plus stricte serait plus appropriée pour les chocolats contenant ou déclarant moins de 30 % de matière sèche de cacao, même si cette LM n'était pas proportionnelle aux LM convenues précédemment pour les chocolats noirs. Une explication détaillée avait été fournie par écrit dans les documents d'observations pertinents, à savoir CX/CF 21/14/5, CX/CF 21/14/5-Add.1 et CRD03, à l'appui de cette réserve.
25. L'Égypte a également exprimé une réserve sur la LM proposée, car elle a appliqué une LM inférieure de 0,1 mg/kg, plus protectrice pour les consommateurs, en particulier les enfants.

Conclusion

26. Le CCCF est convenu de faire passer la LM de 0,3 mg/kg pour les chocolats contenant ou déclarant < 30 % de matière sèche totale de cacao à l'étape 8 pour adoption par la CAC44, en notant les réserves de l'Union européenne, de la Norvège et de l'Égypte sur cette décision.
27. Le président a rappelé au CCCF que toutes les questions techniques avaient fait l'objet d'une discussion approfondie et a prié les membres du Codex à respecter la décision prise lors de cette session et à ne pas rouvrir ces discussions lors de la CAC44.

LIMITES MAXIMALES DE CADMIUM DANS LES CHOCOLATS CONTENANT OU DÉCLARANT ENTRE ≥ 30 % ET < 50 % DE MATIÈRE SÈCHE TOTALE DE CACAO SUR BASE SÈCHE ET DANS LE CACAO EN POUDRE (100 % DE MATIÈRE SÈCHE TOTALE DE CACAO SUR BASE SÈCHE) (Point 6 de l'ordre du jour)¹¹

Chocolats contenant entre ≥ 30 % et < 50 % de matière sèche totale de cacao

28. L'Équateur, en tant que président du GTE, a présenté le point et s'est concentré sur les conclusions et les recommandations qui ont conduit aux propositions de LM pour examen par le CCCF. Le président du GTE a rappelé la décision de la 13e session du CCCF selon laquelle le GTE doit poursuivre les travaux relatifs aux LM pour les catégories en question en utilisant une approche proportionnelle.
29. Au moment de la préparation des LM, le rapport du JECFA91 n'était pas encore disponible, mais le GTE a pris en compte toutes les données disponibles sur GEMS/Food, y compris les données à disposition du JECFA91 (2021), pour élaborer les propositions de LM pour les catégories considérées.
30. Pour cette catégorie, deux scénarios ont été présentés, l'un suivant l'approche proportionnelle et l'autre s'appuyant sur l'analyse des données de GEMS/Food. À partir de ces deux considérations, cette évaluation a abouti à une fourchette de LM présentant un certain chevauchement, à savoir :
 - Scénario (1) – Données GEMS/Food : Une fourchette de 0,6 à 0,7 mg/kg, pour laquelle la LM de 0,6 mg/kg correspond à des taux de rejet de 10,39 % (international) et de 13,16 % (région Amérique latine et Caraïbes) et la LM de 0,7 mg/kg correspond à des taux de rejet de 5,74 % (international) et de 7,33 % (région Amérique latine et Caraïbes) ; et
 - Scénario (2) – Approche proportionnelle : Une fourchette de 0,5 à 0,6 mg/kg, pour laquelle la LM de 0,5 mg/kg correspond à des taux de rejet de 16,23 % (international) et de 20,53 % (région Amérique latine et Caraïbes).
31. Le président du GTE a rappelé au CCCF les résultats des évaluations du JECFA sur le cadmium dans les fèves de cacao et

¹⁰ REP19/CF, paragraphe 53 ; REP19/CAC, paragraphe 57

¹¹ CX/CF 21/14/6 ; CX/CF 21/14/6-Add.1 (Australie, Canada, Chili, Cuba, Équateur, Égypte, El Salvador, UE, Irak, États-Unis, FoodDrinkEurope, AIEA et ICA)

les produits à base de cacao (c'est-à-dire les chocolats), comme indiqué lors des sessions précédentes du CCCF et également au point 5 de l'ordre du jour, et a noté que la gamme des LM proposées protégeaient toutes la santé des consommateurs à l'échelle mondiale et que, par conséquent, la discussion devait rester axée sur l'examen d'une LM ayant un impact négatif minimal sur le commerce et pouvant satisfaire au mieux toutes les régions concernées.

32. La présidente a rappelé au Comité qu'un accord avait été conclu sur la LM pour les chocolats contenant ou déclarant < 30 % de matière sèche totale de cacao sur base sèche ; que deux LM pour les chocolats contenant ou déclarant entre ≥ 50 % et < 70 % et ≥ 70 % de matière sèche totale de cacao sur base sèche avaient déjà été adoptées par la CAC ; il était donc nécessaire de s'entendre également sur la catégorie de chocolat restante. Elle a également rappelé au Comité que le GTE avait montré les taux de rejet pour les 2 scénarios basés sur l'approche de proportionnalité et sur les données GEMS/Food et que la recommandation du GTE était faite à la lumière des évaluations du JECFA, qui ont montré que la mise en œuvre des LM proposées aurait peu d'impact sur l'exposition, afin de choisir une LM qui a moins d'impact sur le commerce.

Discussion

33. Des avis divergents ont été exprimés en faveur soit du scénario 1 et d'une LM de 0,7 mg/kg, soit du scénario 2 et d'une LM de 0,6 ou 0,5 mg/kg.
34. Les délégations soutenant la LM plus élevée de 0,7 mg/kg ont souligné que le JECFA91 avait confirmé que la présence de cadmium dans le chocolat n'était pas un problème de santé publique important et que les LM proposées n'auraient qu'un faible avantage pratique pour réduire l'exposition alimentaire au cadmium. Toutefois, il était nécessaire de trouver un équilibre entre le résultat du JECFA et l'impact négatif potentiel sur le commerce international afin de garantir des teneurs sûres au niveau mondial avec un impact négatif minimal sur le commerce et la limite de 0,7 mg/kg garantirait un équilibre entre les teneurs sûres acceptables au niveau mondial tout en favorisant les pratiques équitables dans le commerce et en contribuant à prévenir l'avantage concurrentiel et le gaspillage alimentaire inutile. Les délégations ont noté que ces LM étaient discutées depuis 2013, qu'une solution pragmatique devait être trouvée et que les données envoyées jusqu'à présent au GEMS/Food avaient étayé les résultats des différentes évaluations du JECFA.
35. Les délégations soutenant l'Option 2 (0,5 ou 0,6 mg/kg) ont noté que cette option était conforme à l'approche de la proportionnalité telle que convenue par la 13e session du CCCF.
36. L'union européenne n'a pu soutenir aucune des deux propositions pour les raisons précédemment exprimées lors de la 13e session du CCCF et au point 5 de l'ordre du jour, ainsi qu'elle l'a expliqué dans ses observations écrites dans le CX/CF 21/14/6-Add.1. L'UE a attiré l'attention sur les résultats de l'évaluation du JECFA91, qui a confirmé que les enfants sont les groupes de consommateurs les plus exposés au cadmium dans l'UE, en particulier pour les catégories de chocolats contenant moins de 30 % et entre 30 et 50 % de matière sèche de cacao. Comme indiqué au point 5 de l'ordre du jour, l'UE n'a pas accepté d'appliquer l'approche proportionnelle pour les LM dans les chocolats contenant moins de 50 % de matière sèche de cacao, car ces produits sont régulièrement consommés par les enfants, alors que les chocolats plus foncés ne le sont pas, en raison de leur goût amer. En outre, l'UE a noté que les conclusions tirées des données mondiales étaient fondées en grande partie sur des données de la région LAC et que les données des autres régions productrices de cacao, telles que l'Afrique et l'Asie, étaient largement sous-représentées. On ne sait pas non plus si les données provenaient de ces dernières années et si des pratiques d'atténuation ont été appliquées pour limiter les concentrations de cadmium dans les cultures. Cela a justifié la nécessité d'une LM de cadmium inférieure de 0,3 mg/kg pour cette catégorie de chocolats.
37. L'UE soutenue par la Suisse et la Norvège, a exprimé sa réserve quant à la fixation des LM à l'un des niveaux proposés.
38. L'Égypte a également exprimé des réserves sur la LM proposée, car elle a appliqué une LM inférieure de 0,3 mg/kg, plus protectrice des consommateurs, en particulier des enfants.

Conclusion

39. Le CCCF a convenu de faire passer la LM de 0,7 mg/kg pour les chocolats contenant ou déclarant > 30 % à < 50 % de matière sèche totale de cacao à l'étape 5/8 pour adoption par la CAC44, en notant les réserves de l'Union européenne, de la Suisse, de la Norvège et de l'Égypte.
40. Le président a rappelé au CCCF que toutes les questions techniques avaient fait l'objet d'une discussion approfondie et a exhorté les membres du Codex à respecter la décision prise lors de cette session et à ne pas rouvrir ces discussions lors de la CAC44.

Cacao en poudre contenant ou déclarant 100 % de matière sèche totale de cacao prêt à la consommation

41. Le président du GTE a expliqué que la catégorie avait été approuvée par le CCCF, mais lors de l'analyse des données dans la base de données GEMS/Food, il n'était pas toujours évident de savoir si le cacao en poudre avait (i) 100 % de matière sèche totale de cacao, si c'était (ii) du cacao en poudre naturel ou (iii) du cacao en poudre pur, et aucune information n'était fournie sur son utilisation prévue (par exemple, la consommation finale). Le GTE avait donc décidé d'utiliser toutes les données pour proposer une LM.

42. Deux scénarios ont été présentés, similaires à l'approche pour les chocolats contenant ou déclarant entre $\geq 30\%$ et $< 50\%$ de matière sèche totale de cacao sur base sèche, à savoir :
- Scenario (1) – Données GEMS/Food : Une fourchette de 2,0 à 3,0 mg/kg, pour laquelle la LM de 2,0 mg/kg correspond à des taux de rejet de 5,39 % (international) et de 13,42 % (région Amérique latine et Caraïbes) et la LM de 3,0 mg/kg correspond à des taux de rejet de 2,49 % (international) et de 6,33 % (région Amérique latine et Caraïbes) ; et
 - Scenario (2) – Approche proportionnelle : Une fourchette de 1,3 à 1,5 mg/kg, pour laquelle la LM de 1,3 mg/kg correspond à des taux de rejet de 11,48 % (international) et de 27,64 % (région Amérique latine et Caraïbes) et la LM de 1,5 mg/kg correspond à des taux de rejet de 8,26 % (international) et de 20,37 % (région Amérique latine et Caraïbes).

43. Le président du GTE a toutefois également noté que, étant donné que plus de 80 % des données disponibles dans GEMS/Food n'indiquaient pas le pourcentage déclaré de cacao dans les échantillons analysés, ni s'il s'agissait du produit intermédiaire ou du produit final, le CCCF devait envisager de changer le nom de la catégorie afin de mieux refléter les produits, d'autant plus que toutes les données disponibles ont été prises en compte pour déterminer les propositions de LM dans les deux scénarios.

Renommer la catégorie

44. Le CCCF s'est d'abord demandé s'il fallait renommer la catégorie, comme suit :
- Peu de délégations ont été pour le fait de renommer la catégorie, car celle-ci reflétait précisément le produit en question.
 - La plupart des délégations ont convenu qu'il était approprié d'incorporer toutes les données GEMS/Food pour le cacao en poudre dans l'analyse, que le pourcentage déclaré de matière sèche totale de cacao soit ou non indiqué, ou qu'il s'agisse ou non de produits intermédiaires ou finis.

LM pour le cacao en poudre

45. Le CCCF a procédé à l'examen des deux scénarios et a noté ce qui suit :
- Des opinions divergentes ont été exprimées en faveur du scénario 1 ou du scénario 2 pour les mêmes raisons que celles exprimées pour la catégorie des chocolats contenant ou déclarant $> 30\%$ et entre $> 30\%$ et $< 50\%$ de matière sèche totale de cacao sur base sèche. En outre, il a été noté que cette catégorie n'était généralement pas consommée directement comme aliment mais comme ingrédient.
 - La décision sur la LM pourrait attendre la mise en œuvre du Code d'usages et l'évaluation de son impact sur les niveaux de cadmium, ainsi que la production et l'envoi de données supplémentaires au GEMS/Food.
 - Il y avait peu de données provenant de la région Afrique pour l'analyse et la dérivation des LM proposées, ce qui appuie également la nécessité de produire et d'envoyer des données au GEMS/Food afin d'augmenter la représentabilité des données au niveau mondial.
 - S'il n'y avait pas de LM mondiale, cela signifiait que des niveaux par défaut et non fondés sur la science étaient adoptés par d'autres pays en l'absence d'une norme Codex. Il était donc très important de fixer une limite maximale Codex pour cette catégorie.
46. De même que pour les points soulevés concernant les catégories précédentes de chocolats, l'Union européenne, soutenue par la Norvège et la Suisse, a exprimé sa préférence pour une LM plus basse de 0,60 mg/kg afin de protéger suffisamment les groupes de consommateurs plus jeunes et plus vulnérables pour les mêmes raisons que celles exprimées précédemment (paragraphe XX). Par ailleurs, le cacao en poudre étant un produit de base de moindre importance pour le commerce international, ces délégations pourraient également soutenir la décision de ne pas fixer de LM pour ce produit de base.
47. L'Égypte n'a pas pu soutenir les LM proposées dans les deux scénarios, car elle a imposé une LM inférieure de 0,6 mg/kg, plus protectrice pour les consommateurs, notamment pour les enfants.
48. Un observateur a fait remarquer un problème technique concernant le scénario 2. Il a expliqué qu'il y avait une grande différence entre les chocolats et le cacao en poudre à 100 %. Le composant non gras était le principal composant susceptible de contenir du cadmium et il doit être utilisé pour le calcul de la proportion. Le chocolat contient généralement environ 45 % de matières solides non grasses, où le cadmium peut être présent, alors que dans le cacao en poudre à 100 %, il y a généralement environ 90 % de matières solides non grasses. Cela tendait à être le double de la LM de matières solides non grasses dans la poudre de cacao 100 % par rapport au chocolat. Il était donc nécessaire de doubler la quantité qui pouvait être présente dans la poudre de cacao à 100 %. L'approche proportionnelle calculée dans le scénario 2 ne tenait pas cela en compte. Si le calcul proportionnel était effectué de manière appropriée, il

s'alignerait sur le scénario Données GEMS/Food. Cet observateur a noté que des informations supplémentaires étaient présentées dans ses observations dans le document CX/CF 21/14/6-Add.1.

49. Le secrétariat du JECFA, notant que des membres ont allégué à plusieurs reprises l'importance d'une limite maximale pour protéger les enfants, a précisé que l'évaluation de l'exposition par le JECFA n'avait pas révélé l'existence d'un tel besoin, au niveau mondial. Il a fait observer que l'UE a souligné à juste titre qu'une sous-catégorie d'enfants européens pouvait être exposée de manière plus importante au cadmium par le biais des produits à base de cacao, et si l'UE entendait protéger ce sous-segment particulier de ses enfants, c'était sa prérogative. Toutefois, au niveau mondial, l'imposition d'une limite maximale sur tous les produits contenant du cacao n'a apporté aucun avantage pour la santé.

Conclusion

50. Le CCCF a convenu de :
- i) reporter d'un an la discussion sur les LM afin de permettre l'envoi de plus de données et de propositions de LM ;
 - ii) rétablir le GTE présidé par l'Équateur et co-présidé par le Ghana, travaillant en anglais et en espagnol pour :
 - a. continuer à travailler sur la LM pour le cacao en poudre prêt à la consommation contenant ou déclarant 100% de matière sèche totale de cacao sur base sèche en prenant en considération les observations écrites émises et les observations faites lors de cette session ; et de présenter l'analyse de manière plus détaillée lors de la prochaine session,
 - b. collaborer étroitement avec le GTE sur la gestion des données.
 - iii) de demander au JECFA de lancer un appel de données spécifique au cacao en poudre contenant ou déclarant 100 % de matière sèche totale de cacao prêt à la consommation ;
 - iv) d'encourager les pays à soumettre des données et à participer activement au GTE ; et
 - v) que, si aucune nouvelle donnée n'est soumise, l'ensemble des données actuelles sera utilisé pour calculer la LM.

CODE D'USAGES POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉDUCTION DE LA CONTAMINATION DES FÈVES DE CACAO PAR LE CADMIUM (Point 7 de l'ordre du jour)¹²

51. Le Pérou, en tant que président du GTE, a présenté le point et a rappelé que l'objectif du Code d'usages était de fournir aux membres du Codex et aux autres parties prenantes des mesures de gestion des risques pour prévenir/réduire la contamination des fèves de cacao par le cadmium et de soutenir la mise en œuvre des LM pour le cadmium dans les chocolats et les produits à base de cacao. Le champ d'application a été limité aux mesures de gestion des risques applicables à la production primaire, à la transformation après les récoltes (fermentation, séchage et stockage) et au transport. Ces pratiques avaient été identifiées comme étant actuellement disponibles et prouvées comme étant pratiques, rentables et applicables dans le monde entier par les producteurs à grande, moyenne et petite échelle avec un impact à moyen et à long terme sur l'endiguement de la contamination de ces produits par le cadmium. D'autres mesures applicables au reste de la chaîne alimentaire pourraient être incluses dans le Code d'usages lorsqu'elles seront disponibles et pourraient faire partie de la révision du Code d'usages. Le président du GTE a en outre souligné qu'une approche globale devait être adoptée afin de gérer efficacement la contamination par le cadmium dans le cadre de la production de fèves de cacao. Il a également encouragé les membres du Codex et les observateurs à continuer à fournir des mesures d'atténuation des risques validées au niveau international pour le développement futur du Code d'usages.
52. Le président a demandé des observations générales sur le format et le contenu du Code d'usages et si ces observations appuieraient ou non l'adoption du Code d'usages à l'étape 5, et a indiqué que les observations spécifiques soumises par écrit à cette session seraient transmises au GTE pour qu'il en tienne compte dans l'élaboration ultérieure du Code d'usages.
53. Le CCCF a noté qu'un consensus général s'était dégagé en faveur du développement du Code d'usages, mais que le travail devait être poursuivi au sein du GTE pour que le Code d'usages soit finalisé lors de la prochaine session du Comité.
54. Les délégations ont formulé les observations générales suivantes :
- Il existe suffisamment d'informations sur les mesures d'atténuation existantes pour la production sur le terrain et les processus après récolte qui pourraient contribuer à la poursuite du développement du Code d'usages au sein du GTE.

¹² CL 2021/12/OCS-CF; CX/CF 21/14/7; CX/CF 21/14/7-Add.1 (Australie, Canada, Cuba, Équateur, États-Unis, Irak, Japon, Philippines, UE, FoodDrinkEurope et ICA)

- Le Code d'usages devrait tenir compte des réalités agricoles et recommander des mesures d'atténuation qui soient pratiques pour toutes les options présentées dans le Code d'usages, par opposition aux options théoriques qui y sont actuellement décrites ; il faut donc travailler davantage pour garantir que ces mesures seront réalisables pour les agriculteurs et les producteurs.
 - Le Code d'usages doit identifier les mesures d'atténuation qui sont également applicables à court terme et donc plus faciles à mettre en œuvre pour les producteurs, mais il doit également envisager des mesures à moyen et long terme.
 - Alors que certaines mesures à court terme pourraient être réalisées plus facilement, les mesures d'atténuation à long terme identifiées dans le Code d'usages peuvent nécessiter un examen plus détaillé afin d'éviter de s'engager dans des mesures qui pourraient être difficiles à respecter par les agriculteurs ou les producteurs à l'avenir.
55. Une délégation a noté que le Code d'usages a abordé les mesures d'atténuation pour réduire la contamination par le cadmium à moyen et long terme, car il n'y a rien de pratique qui puisse être fait pour prévenir/réduire la contamination par le cadmium dans l'immédiat/à court terme.
56. L'Équateur, en tant que coordinateur du CCLAC, a également mentionné que cette région¹³ est favorable au développement de ce Code d'usages.

Conclusion

57. Le CCCF est convenu :
- i) de soumettre à l'étape 5 le Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des fèves de cacao par le cadmium pour adoption par la CAC44, étant entendu que le Code d'usages sera encore révisé par le GTE selon les observations générales fournies par le Comité et les observations écrites spécifiques soumises à cette session ; et
 - ii) de rétablir le GTE, présidé par le Pérou et coprésidé par l'Équateur et le Ghana, travaillant en anglais et en espagnol, en vue de poursuivre les travaux sur le Code d'usages en tenant compte des observations générales fournies par le Comité et des observations écrites spécifiques soumises à cette session.

LIMITES MAXIMALES POUR LE PLOMB DANS CERTAINES CATÉGORIES D'ALIMENTS (Point 8 de l'ordre du jour)¹⁴

58. Le Brésil, en tant que président du groupe de travail électronique, a présenté le point et a souligné les questions qui devaient être abordées, à savoir les questions de gestion des données et la clarté sur certaines catégories pour lesquelles des LM doivent être établies ; il a également souligné que des LM ont été proposées pour examen par le CCCF.
59. Le CCCF a eu une brève discussion sur les questions générales liées à la gestion des données, notant que ces points de vue généraux seraient examinés au point 17 de l'ordre du jour ; il s'est ensuivi une discussion sur les questions soulevées aux points (b) à (f) (CX/CF 21/14/8, paragraphe 12.1) et l'examen des LM proposées (CX/CF 21/14/8, Appendice I).

Recommandation (a) : Questions sur l'analyse des données pour le développement des LM

Taux de rejet

60. Le seuil de 5 % a reçu un soutien général (allant de 0 à 5 % ou de 2 à 5 %), et il a été généralement admis que les taux de rejet devraient être déterminés au cas par cas. Les taux de rejet dépendront de la disponibilité et de la quantité de données, de la concentration et de la distribution des données d'occurrence, des volumes et des modèles de consommation, des mesures d'atténuation, de l'impact sur les exportations et le commerce, des groupes de consommateurs, du fait que les LM soient fixées pour la santé publique ou pour l'harmonisation du commerce, entre autres, mais les LM doivent toujours être basées sur le principe ALARA.

Extrêmes dans les ensembles de données

61. Des avis ont été exprimés selon lesquels il convenait de prêter attention aux extrêmes dans les données et que de telles données devaient être évaluées avec soin afin de déterminer si elles devaient être conservées ou supprimées de la base de données, car il pouvait y avoir différentes raisons à de tels extrêmes dans les données, par exemple des changements climatiques certaines années ou une altération. D'autres avis ont été exprimés, selon lesquels ces extrêmes ne devraient pas être éliminés systématiquement de l'ensemble des données, car il serait difficile de connaître les raisons de ces valeurs aberrantes. Il était donc important que les fournisseurs de données indiquent quelles étaient les valeurs aberrantes.

Données géographiques représentatives

¹³ CX/CF 21/14/2, paragraphe 10

¹⁴ CX/CF 21/14/8 ; CX/CF 21/14/8-Add.1 (Australie, Canada, Chili, Cuba, Équateur, Égypte, États-Unis, Irak, Japon, UE, FoodDrinkEurope, ICBA, ICA, ISDI, THIE)

62. Le CCCF a réitéré l'importance d'utiliser des données géographiquement représentatives pour l'établissement de LM mondiales et a noté que les données utilisées pour les propositions actuelles de LM pour le plomb dans certaines catégories de denrées alimentaires n'incluaient pas, par exemple, de données provenant de la région Afrique, alors que de telles données existaient pour des produits tels que les sucres, les œufs, les épices. Le fait de ne pas prendre en compte des données géographiquement représentatives pourrait avoir pour conséquence que les LM constituent un obstacle au commerce.

Conclusion

63. Le CCCF a pris note des points de vue exprimés et a indiqué que ces questions seraient examinées plus en détail au point 17 de l'ordre du jour.

Recommandation (b) : Établir des LM pour les herbes culinaires et les épices séchées ou utiliser les LM déjà établies pour les légumes frais à feuilles, racines et tubercules et appliquer des facteurs de concentration

64. L'idée d'établir des LM pour les épices et les herbes culinaires séchées a recueilli l'assentiment général, car il s'agit des produits les plus largement commercialisés, et car ceci correspond également aux normes développées au sein du Comité sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) et à la NGCTPHA, qui indiquent que des LM devraient être établies pour les aliments faisant l'objet d'un commerce international. Toutefois, les avis divergent sur la question de savoir s'il convient d'établir une seule LM pour les épices séchées et les herbes culinaires ou d'établir des LM distinctes pour les différentes épices séchées et herbes culinaires sur la base des données disponibles. Il a été noté que différents facteurs, tels que les conditions de traitement et de stockage, pouvaient avoir un impact sur les LM de ces produits.
65. Cependant, un soutien a également été exprimé pour la fixation de LM distinctes pour les herbes culinaires fraîches et séchées, étant donné que les herbes culinaires sont commercialisées soit sous forme fraîche soit sous forme séchée, mais qu'il ne serait pas approprié d'appliquer aux herbes culinaires fraîches une LM pour les légumes à feuilles. Dans le cas où une LM pour les herbes culinaires fraîches serait envisagée, les données devraient être soigneusement vérifiées pour les espèces spécifiques d'herbes culinaires pour s'assurer que la LM est appropriée pour toutes les espèces d'herbes culinaires fraîches, afin d'éviter des situations dans lesquelles la LM serait trop basse ou trop élevée pour certaines espèces au sein du groupe auquel s'applique la LM.
66. Un soutien limité a été exprimé pour l'utilisation de facteurs de concentration. Les LM à fixer pour les herbes culinaires et les épices séchées doivent être établies sur la base des données disponibles et non sur la base de facteurs de concentration s'appliquant au produit frais correspondant.
67. Bien qu'il y ait eu un soutien pour l'établissement de LM pour les épices et les herbes culinaires séchées, des avis ont été exprimés selon lesquels ces travaux devraient être reportés pour permettre que des données plus représentatives sur le plan géographique soient soumises et pour permettre la mise en œuvre du *Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des aliments par le plomb*, récemment révisé (CXC 56-2004).

Conclusion

68. Le CCCF :
- a soutenu l'établissement de LM pour les épices et les herbes culinaires séchées et l'opportunité d'une réflexion sur l'établissement de LM également pour certaines herbes culinaires fraîches ;
 - n'est pas favorable à l'utilisation de facteurs de concentration et au fait de dériver une LM pour les herbes culinaires séchées sur la base de la LM pour les légumes à feuilles frais, car certaines herbes culinaires ne sont pas des légumes à feuilles ; et
 - est convenu :
 - de reporter d'un an la discussion sur les LM afin de permettre la soumission de nouvelles données à GEMS/Aliments ;
 - que si aucune nouvelle donnée n'était présentée, la 15e session du CCCF prendrait une décision sur la base de l'ensemble des données actuelles.

Recommandation (c) : Fixer une LM de 2,0 mg/kg pour les rhizomes, les bulbes et les racines séchés.

69. Étant donné la décision prise de reporter la discussion sur les LM pour les épices et les herbes culinaires séchées, le CCCF est convenu de reporter la discussion sur cette LM, mais a pris note des points de vue suivants :
- Les données utilisées n'étaient pas suffisantes et ne reflétaient pas toutes les catégories au sein de ce groupe pour l'établissement d'une LM à ce stade, et des données provenant des principaux producteurs étaient nécessaires.
 - Il n'était pas approprié d'exclure les données relatives au curcuma de l'ensemble des données pour l'établissement de la LM, car tout le curcuma n'était pas nécessairement frelaté.

- Les données sur le curcuma devraient être exclues en vue de dériver la LM pour ce groupe, mais la LM devrait également s'appliquer au curcuma.
- Le frelatage du curcuma était une fraude alimentaire et de tels produits devaient être éliminés du commerce alimentaire.
- L'ensemble de données actuel était dominé par les données sur le curcuma et il serait difficile de déterminer si le curcuma devrait être analysé séparément ou être inclus avec d'autres rhizomes, bulbes et racines, et les travaux ultérieurs devraient prendre en compte les données avec et sans curcuma pour l'établissement d'une LM. Cela permettrait de déterminer si les teneurs du curcuma sont normales ou dues à une falsification et s'il est possible de fixer une LM unique pour les rhizomes, bulbes et racines séchés, incluant ou excluant le curcuma.

70. Le CCCF a également noté que l'idée d'établir une seule LM pour les rhizomes, bulbes et racines séchés bénéficiait d'un soutien général, mais que les opinions divergeaient quant au fait que la LM soit inférieure ou égale à 2,0 mg/kg.

Conclusion

71. Le CCCF est convenu de reporter la discussion d'un an afin de permettre la soumission de données supplémentaires par le biais de GEMS/Aliments et que le GTE examine les LM pour cette catégorie avec et sans données pour le curcuma, et que les deux analyses seraient présentées pour examen par le CCCF.

Recommandation (d) : Établir une LM de 0,1 mg/kg pour les œufs uniquement, compte tenu de l'absence de données d'occurrence pour les produits à base d'œufs et du fait qu'il n'existe pas de définition harmonisée pour les œufs de conserve

72. Le CCCF a noté les avis suivants :

- Avant de pouvoir prendre une décision, il convient d'examiner si des LM doivent être établies pour les œufs frais si les œufs de conserve étaient exclus de l'ensemble de données, puisque la proposition initiale d'établissement de LM pour les œufs et les produits à base d'œufs avait été basée sur des données incluant les œufs transformés, et qu'il convient d'examiner les implications commerciales et sanitaires si une LM pour les œufs était établie.
- Des LM devraient être établies pour les œufs frais et il pourrait être envisagé d'établir des LM distinctes pour les œufs de poule et les œufs de cane, compte tenu de la plus faible concentration de plomb dans les œufs de poule par rapport aux œufs de cane et également du volume de consommation plus élevé des œufs de poule.
- Une seule LM devrait être établie pour les œufs frais, sans autre différenciation entre les œufs de poule et les œufs de cane.

73. Les délégations qui ont soutenu l'établissement d'une LM pour les œufs uniquement ont également exprimé leur soutien soit en faveur d'une LM de 0,1 mg/kg, soit de limites plus basses pour les œufs de poule et de cane, respectivement, ou qu'il était nécessaire d'obtenir davantage de données en vue de dériver la LM.

Conclusion

74. Le CCCF est convenu d'examiner la possibilité d'établir des LM pour les œufs frais, soit sous la forme d'une LM unique, soit sous la forme de LM distinctes pour les œufs de poule et de cane, sur la base de la soumission de données supplémentaires spécifiques aux œufs frais.

Recommandation (f) : Fixer une LM pour les aliments à base de céréales destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge « tel quel » ou « tel que consommé ».

75. Le fait d'exprimer la LM « tel que consommé » a été peu soutenu.

76. Il a été proposé d'exprimer la LM sur une « base de matière sèche », de façon similaire à la LM pour le DON dans les aliments à base de céréales pour les nourrissons et les enfants en bas âge figurant dans la NGCTPHA, étant donné que ces produits sont largement commercialisés en tant que produits séchés et pour lesquels des données sont disponibles, et qu'une reconstitution nécessiterait un diluant qui pourrait également être une source de plomb ajoutant à la variabilité et aux concentrations de plomb dans les produits sur une base « tel que consommé ». D'autres délégations ont soutenu cette proposition, estimant qu'elle se rapproche le plus des produits dont les LM sont exprimées « tel quel », et ont également évoqué l'expression « tel que vendu » comme descripteur alternatif.

77. Les délégations favorables à la fixation de la LM pour les aliments à base de céréales destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge « tel quel », ont indiqué ce qui suit :

- « tel que consommé » : le produit « tel que consommé » n'était pas approprié car les produits se présentent sous différentes élaborations et instructions de préparation qui rendent difficiles leur analyse et leur mise en application. Par conséquent :

- « tel quel » : plus pratique d'un point de vue réglementaire et plus facile à analyser si la LM a été établie sur une base « tel quel », car cela ne nécessite pas que le produit soit préparé avant d'être analysé, ce qui pourrait s'avérer difficile, particulièrement s'il n'existe pas d'instructions de préparation claires. En outre, il n'existe pas non plus de procédures standardisées pour la préparation des différents aliments à base de céréales. Par conséquent, la fixation d'une LM pour un produit « tel que consommé » pourrait entraîner des incertitudes juridiques et des problèmes pour les laboratoires et pour la police. Au contraire :
- « sur une base de matière sèche » : la « base de matière sèche » nécessiterait un ajustement des données en corrigeant la teneur en humidité, et les données disponibles sur GEMS/Aliments ne donnent pas toujours d'informations sur la teneur en humidité des échantillons.

78. Il a également été souligné qu'il était important d'être clair sur la manière dont les données ont été analysées pour déterminer s'il faut exprimer les LM sur une « base de matière sèche » ou « tel quel ».

Conclusion

79. Le CCCF est convenu d'examiner cette question lors de la prochaine session et que le GTE devrait examiner les données et évaluer les possibilités pour exprimer les LM soit sur une « base de matière sèche », soit « tel quel ».

Recommandation (f) : Établir une LM pour le plomb dans les tisanes destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge ou pour le plomb dans les thés et les tisanes (solides, séchés).

80. Le CCCF a pris note des différents points de vue exprimés sur cette question.

81. Les délégations qui ne soutiennent pas l'établissement d'une LM pour le plomb pour les tisanes destinées spécifiquement aux nourrissons et aux enfants en bas âge, ont posé la question de savoir si une LM était justifiée en raison de l'ensemble limité de données ; elles ont également noté que les informations sur le commerce international manquaient de clarté et qu'il y avait un manque de données sur la consommation.

82. Les délégations favorables à l'établissement d'une LM pour le plomb dans les tisanes destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge ont exprimé l'avis suivant :

- De tels produits faisaient l'objet d'un commerce international.
- Cela pourrait contribuer à réduire l'exposition au plomb chez les nourrissons et les enfants en bas âge.
- Si les travaux devaient se poursuivre avec une LM, ceux-ci devraient être basés sur les données relatives aux tisanes sous forme sèche.
- Il ne serait pas approprié de fixer des LM pour les tisanes et de les appliquer aux nourrissons et aux enfants en bas âge et il est possible d'atteindre des teneurs plus basses que les LM proposées.
- Il ne serait pas approprié de fixer des LM pour les tisanes et de les appliquer aux nourrissons, mais il conviendrait plutôt de fixer des LM spécifiquement pour les tisanes destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge, car en choisissant soigneusement les matières premières, il est possible de réduire les concentrations de plomb dans ces produits, ce qui est important pour réduire l'exposition des jeunes groupes de consommateurs ; par conséquent, il est possible d'atteindre des teneurs plus basses que les LM proposées.
- Si une LM pour les tisanes était envisagée pour les nourrissons et les enfants en bas âge, les données relatives aux tisanes sous forme sèche préparées par infusion ou décoction devraient être examinées séparément des données relatives aux tisanes qui sont vendues sous forme liquide.

83. Il a également été noté que les tisanes, en fonction des types d'herbes qu'elles contiennent, peuvent ne pas être classées comme des produits alimentaires. Le GTE devrait donc fournir une définition et un champ d'application des tisanes destinées aux nourrissons et aux enfants, auxquelles la LM s'appliquerait.

84. Des points de vue ont également été exprimés selon lesquels il convenait d'envisager d'établir une LM pour les thés et les tisanes qui ne sont pas spécifiquement destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge, mais que des données supplémentaires étaient nécessaires à cet effet.

Conclusion

85. Le CCCF est convenu de ne pas fixer de LM pour le plomb dans les tisanes spécifiques aux nourrissons et aux enfants en bas âge pour le moment.

Autres catégories

Sucres et bonbons à base de sucre

86. S'agissant des LM des sucres blancs, le CCCF a noté que :

- Il serait difficile de discuter des LM pour les sucres puisque les taux de rejet jusqu'à et autour de 5 % n'ont pas

été fournis.

- Le sucre était une denrée alimentaire majeure faisant l'objet d'un commerce international et les LM plus basses proposées n'étaient pas appropriées, et donc qu'un éventail plus large de LM devrait être présenté avec les taux de rejet correspondants.
- Les LM proposées étaient restrictives sur le plan commercial et que davantage de données devraient être réclamées, sur lesquelles fonder les LM.
- Si aucune nouvelle donnée n'était présentée, des taux de rejet devraient alors être présentés pour les niveaux supérieurs afin de voir quelles seraient les LM les plus appropriées.
- Une plus grande transparence était nécessaire sur l'origine des données afin de pouvoir évaluer la représentativité géographique.
- La nomenclature devrait être conforme à la *Norme pour les sucres* (CXS 212-1999).

87. Le Brésil a exprimé le point de vue selon lequel l'approche suivie précédemment pour l'examen des LM pour le plomb devrait être suivie ; si aucune nouvelle donnée n'était fournie par les pays producteurs, la LM proposée devait être approuvée car elle présentait un taux de rejet de 1,1 %.
88. Le CCCF n'a pas pris en compte les autres produits de cette catégorie car les approches pour dériver des LM, la présentation des LM et leurs taux de rejet respectifs étaient similaires.
89. Un observateur a noté que pour les bonbons à base de sucre, la LM devrait être basée sur des données spécifiques à ce produit.

Conclusion

90. Le CCCF est convenu de reporter d'un an la décision sur les LM afin d'accorder plus de temps pour soumettre des données au GEMS/Aliments en vue de leur analyse par le GTE, et que le GTE présente des données sur une gamme plus large de taux de rejet, et donc un éventail plus large de LM. Les pays producteurs ont été encouragés à envoyer des données.

Aliments pour nourrissons et enfants en bas âge

Jus de fruit

91. Les États-Unis qui ont dirigé les travaux précédents portant sur la révision des LM pour le plomb dans différentes catégories d'aliments dans la NGCTPHA, ont précisé que les données utilisées pour cette révision incluaient les jus de fruits étiquetés pour les nourrissons et les enfants en bas âge.
92. L'UE s'est déclarée favorable à une LM plus basse de 0,03 mg/kg, qui pourrait être obtenue grâce à l'ensemble des données mondiales.
93. Un observateur a noté qu'il y avait différentes LM pour les jus de fruits dans la NGCTPHA et qu'une LM pour les jus de fruits était obtenue exclusivement à partir de baies et autres petits fruits. Lorsque ces limites ont été fixées, les taux de rejet des jus de fruits issus de baies ont été plus élevés. Bien qu'il existe des mesures permettant d'atteindre des niveaux inférieurs, cela a des répercussions sur les coûts et le CCCF doit donc être prudent lorsqu'il établit des LM plus basses.

Conclusion

94. Le CCCF est convenu que les LM pour les jus de fruits dans la NGCTPHA soient étendues également aux jus pour les nourrissons et les enfants en bas âge ; et a noté les réserves de l'UE et de la Norvège concernant cette décision.

Repas prêts à consommer

95. Le CCCF est convenu de reporter d'un an la décision sur cette catégorie afin de permettre la soumission de données supplémentaires pour soutenir l'établissement d'une LM..

Autres aliments

96. Le CCCF a confirmé qu'il n'était pas possible de fixer des LM pour les yaourts, les fromages et les produits à base de lait, car ces produits sont des mélanges complexes.

Conclusion générale

97. Le CCCF est convenu :
- i) d'étendre les LM pour les jus de fruits dans la NGCTPHA aux nourrissons et enfants en bas âge, et de soumettre cette proposition à la CAC44 pour adoption (Appendice II) ;
 - ii) d'interrompre pour l'instant les travaux relatifs à une LM pour les tisanes destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge, et pour le yaourt, le fromage et les produits à base de lait ;

iii) de rétablir le GTE, présidé par le Brésil, travaillant en anglais, pour :

- a. continuer à travailler sur les LM pour le plomb dans les épices et les herbes culinaires séchées, y compris les bulbes, rhizomes et racines séchés ; les œufs ; les sucres et les bonbons à base de sucre, les produits à base de céréales pour les nourrissons et les enfants en bas âge et les repas prêts à consommer, en tenant compte des observations écrites soumises, des observations et des décisions prises lors de la session et des nouvelles données en provenance du GEMS/Aliments ; et de décrire plus en détail l'analyse de données et de présenter un éventail plus large de LM et de taux de rejet ;
- b. travailler en étroite collaboration avec le GTE sur la gestion des données.

iv) demander au JECFA d'émettre un appel de données afin que le GTE dispose de davantage de données (géographiquement représentatives), dans le but de finaliser les LM l'an prochain.

98. Le CCCF a encouragé tous les pays intéressés par les catégories discutées à soumettre des données au GEMS/Aliments et à participer activement au GTE.

RÉVISION DU CODE D'USAGES POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉDUCTION DE LA CONTAMINATION DES ALIMENTS PAR LE PLOMB (CXS 56-2004) (Point 9 à l'ordre du jour)¹⁵

99. Les États-Unis d'Amérique, en tant que président du GTE, ont introduit le point et indiqué que le Code d'usages avait été examiné de manière approfondie au cours des 2 dernières années. Le Code d'usages révisé a été amélioré par rapport à la version précédente grâce à l'intégration d'informations supplémentaires sur les sources de plomb et sur les mesures de réduction du plomb dans la production agricole et la transformation des aliments. Les observations écrites soumises lors de cette session étaient de nature rédactionnelle à des fins de cohérence avec la terminologie utilisée dans le Codex ou d'amélioration de la clarté du texte et ont déjà été intégrées dans le Code d'usages pour faciliter son examen par le Comité.

100. Le CCCF a noté un soutien général en faveur de l'adoption finale du Code d'usages avec les révisions supplémentaires apportées par le président du GTE, comme souligné dans le CRD22.

101. Outre la terre de diatomées et le charbon de bois (charbon actif), le CCCF est également convenu de recommander au CCFA de demander au JECFA de réexaminer la bentonite, étant donné son importance dans la transformation des aliments.

Conclusion

102. Le CCCF est convenu :

- i) de transmettre la révision du *Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des aliments par le plomb* (CXS 56-2004) à la CAC44 pour adoption à l'étape 5/8 ; et
- ii) recommander au CCFA de demander au JECFA :
 - a. d'examiner les spécifications pour le plomb dans la terre de diatomée et le charbon de bois (charbon actif) et
 - b. d'évaluer les données disponibles pour soutenir le développement d'une spécification pour le plomb dans la bentonite.

LIMITES MAXIMALES POUR LES AFLATOXINES TOTALES DANS LES CÉRÉALES ET LES PRODUITS À BASE DE CÉRÉALES, Y COMPRIS LES ALIMENTS POUR NOURRISSONS ET ENFANTS EN BAS ÂGE (À l'étape 4) (Point 10a de l'ordre du jour)¹⁶

103. Le Brésil, en tant que président du GTE, a présenté le point et a souligné les questions clés liées à la gestion des données et aux recommandations relatives aux LM pour les différentes catégories de céréales et d'aliments à base de céréales.

104. Le CCCF a noté que les problèmes de gestion des données (c'est-à-dire les taux de rejet, les valeurs aberrantes, etc.) étaient similaires à ceux discutés au point 8 de l'ordre du jour et que la discussion se poursuivrait sur ces questions au point 17 de l'ordre du jour.

105. Le CCCF a procédé à l'examen des recommandations telles que décrites.

Discussion

Maïs en grains destiné à une transformation ultérieure

¹⁵ CL 2021/14/OCS-CF ; CX/CF 21/14/9 ; CX/CF 21/14/9-Add.1 (Australie, Canada, Chili, Cuba, Équateur, Égypte, UE, Irak, Japon, États-Unis, Thaïlande et IUFOST)

¹⁶ CX/CF 21/14/10-Partie I ; CX/CF 21/14/10-Add.1 (Australie, Canada, Chili, Cuba, Égypte, Équateur, États-Unis, Irak, Kazakhstan, Ouganda, Philippines, Thaïlande, Venezuela, ACF, AIEA, ISDI, MSF, UNICEF et PAM)

Comment évaluer les données sur le maïs*Représentation géographique des données*

106. Davantage de données doivent être réclamées afin d'assurer une meilleure représentation géographique et une entrée sur le pays d'origine doit être incluse dans le modèle de soumission de données, afin de mieux évaluer la représentation régionale des données.

Valeurs aberrantes

107. Les données doivent être examinées plus en détail en ce qui concerne les valeurs aberrantes. Les aflatoxines sont réparties de manière très hétérogène dans un lot ; par conséquent, il était important d'examiner si les données sont basées sur des échantillons représentatifs du lot ou s'il s'agit d'échantillons provenant de points chauds au sein d'un lot et qui peuvent donc être considérés comme des valeurs aberrantes.
108. Si les valeurs aberrantes n'affectent pas le percentile 95, il n'y a pas lieu de les exclure pour l'examen des propositions de la LM.

Variations d'une année à l'autre et variations géographiques

109. Les variations d'une année à l'autre, dues aux conditions climatiques, et les variations régionales doivent être examinées de manière plus approfondie afin d'évaluer leur impact sur la capacité de respecter les LM proposées / de parvenir à un taux de rejet acceptable pour les différentes années et régions.

Aide alimentaire / sécurité alimentaire

110. Les propositions de LM actuelles pourraient avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire et la capacité d'acheter et de fournir une aide alimentaire aux populations vulnérables. Par conséquent, il était important d'envisager des LM plus élevées en vue de garantir la disponibilité des denrées alimentaires pour l'aide alimentaire et d'examiner l'impact possible sur la disponibilité des denrées alimentaires pour l'aide alimentaire si des LM plus basses dans les scénarios inférieurs sont établies.

Séparation des données : Maïs destiné à la consommation humaine / alimentation animale

111. Il y avait des points de vue divergents sur la question de savoir s'il fallait fixer une seule LM pour le maïs en grains destiné à une transformation ultérieure (comprenant tous les types de maïs en grains) ou le maïs destiné à la consommation directe/prêt à consommer, et si la LM devait être fixée sur des données provenant exclusivement du maïs destiné à la consommation humaine ou sur l'ensemble complet de données.
112. Toutefois, il a été généralement admis qu'il serait difficile de séparer les données relatives au maïs destiné à la consommation humaine de celles relatives au maïs destiné à l'alimentation animale, car sa destination n'était pas toujours indiquée sur le lot. Une délégation était d'avis que des taux de rejet plus élevés pourraient être appliqués lors de l'examen de données qui ne font pas de distinction entre le maïs destiné à l'alimentation humaine et celui destiné à l'alimentation animale.
113. Il conviendrait d'envisager d'établir une LM uniquement pour le maïs prêt à consommer sur la base de l'ensemble complet de données. Cette méthode était plus adaptée à la protection de la santé humaine, en particulier dans la région africaine où le maïs est un aliment de base et est commercialisé en tant que maïs, qu'il soit destiné à une transformation ultérieure ou à la consommation humaine directe. Dans ce cas, la LM pour toute la catégorie de maïs devrait être de 10 µg/kg, conformément aux normes déjà existantes dans de nombreux pays africains.
114. Il serait utile d'examiner l'impact de la séparation des données ou de l'utilisation de l'ensemble complet de données lors de la proposition de LM/taux de rejet pour le maïs, car il était également important de limiter la présence d'aflatoxines dans les aliments pour le bétail, en particulier lorsqu'il existe une possibilité de transfert de l'alimentation animale à l'alimentation humaine (par exemple, bétail laitier/lait). *La même considération pourrait également s'appliquer à d'autres situations d'élevage dans lesquelles il n'existe pas de transfert de l'alimentation animale à l'alimentation humaine (par exemple, porc/viande) et ainsi, l'impact de la prise en compte de l'ensemble complet de données lors de la fixation d'une LM pour le maïs serait minime.*
115. Il serait utile de lancer un autre appel de données qui tienne compte des points soulevés par les délégations, par exemple le pays d'origine, le fait que le maïs soit destiné à l'alimentation humaine ou animale, etc. et de consulter le secrétariat du JECFA sur la possibilité de séparer les données et, si possible, de revenir vers les parties ayant soumis les données afin d'obtenir plus de détails sur les données téléversées sur GEMS/Aliments. Si cela n'est pas possible, le GTE peut proposer une LM basée sur l'ensemble complet de données pour examen par le CCCF. Les pays ont été encouragés à soumettre les données disponibles à GEMS/Aliments pour assurer une répartition géographique. Au cas où aucune donnée nouvelle ne serait reçue, l'ensemble de données actuelles serait alors utilisé en tant que base pour la LM.
116. Le secrétariat du JECFA a expliqué que l'option optimale serait de trouver un moyen de séparer les données, de sorte que seules les données sur l'aflatoxine dans les denrées alimentaires réelles soient utilisées dans l'évaluation. Ceci

nécessiterait un grand nombre de vérifications par les parties ayant soumis les données et n'aiderait probablement que partiellement le CCCF. Il n'existe cependant aucun moyen de garantir que ce qui est destiné à l'alimentation animale ne se retrouve pas dans l'alimentation humaine. Une manière de progresser sur ce point pour le JECFA, serait d'envisager différents scénarios lors d'une prochaine évaluation. Un scénario consiste à n'utiliser dans l'évaluation que les données relatives à l'aflatoxine dans des denrées alimentaires clairement indiquées. Selon un autre scénario, toutes les données, y compris celles qui pourraient se référer aux niveaux d'aflatoxine dans les produits de base qui pourraient être utilisés en tant aliments pour animaux, seraient utilisées dans l'évaluation, ce qui nous donnerait une sorte de limite supérieure.

117. Le Brésil a indiqué qu'une évaluation plus poussée des données existantes et additionnelles serait possible, mais qu'elle nécessiterait que les nouvelles données soient soumises en temps utile pour que le GTE puisse prendre dûment en considération les différents scénarios suggérés par les délégations, y compris des fourchettes plus larges pour les LM. Par conséquent, en fonction de la quantité de données qui seraient disponibles, et du moment où elles seraient disponibles, il serait possible d'organiser plus de cycles de consultation parmi les membres du GTE.

Prise en compte des LM

118. Les points de vue spécifiques suivants ont été exposés, à savoir :
- Soutenir une LM plus élevée de 20 µg/kg avec un taux de rejet de 4,5 % ou
 - Soutenir une LM plus basse de 10 µg/kg pour le maïs en grains prêt à consommer / destiné à la consommation humaine directe ou le maïs en grains destiné à une transformation ultérieure, ce qui entraînerait un taux de rejet similaire de 4,5 % qui s'applique actuellement à la LM proposée de 20 µg/kg pour le maïs destiné à une transformation ultérieure (CX/CF 21/14/10-Partie I, Annexe, Proposition 2).

Conclusion

119. Le CCCF est convenu que le GTE évaluerait les données afin :
- de vérifier les valeurs aberrantes et si elles doivent être exclues ou non ;
 - d'analyser les variations d'une année à l'autre et les variations régionales ;
 - d'examiner si la LM serait fixée pour le maïs destiné à une transformation ultérieure ou pour le maïs prêt à consommer ; et
 - d'évaluer l'impact de LM plus basses sur l'aide alimentaire / la sécurité alimentaire.
120. Le CCCF est également convenu que le GTE devrait :
- essayer de recueillir des données plus représentatives sur le plan géographique, y compris des détails sur l'alimentation humaine et l'alimentation animale, demander au JECFA de lancer un appel à publication ; et
 - se concerter avec l'OMS et le secrétariat du JECFA pour voir s'il serait possible de séparer davantage les données disponibles sur GEMS/Aliments, en vue de différencier le maïs en grains destiné à l'alimentation humaine ou animale.

Autres catégories d'aliments : Farine, semoule, semoule et flocons dérivés du maïs ; riz décortiqué/poli ; grain de sorgho, destiné à une transformation ultérieure ; aliments à base de céréales pour nourrissons et enfants en bas âge.

121. En ce qui concerne les autres catégories pour lesquelles des LM ont été proposées, le CCCF a noté que le GTE devait poursuivre ses travaux et a fait part de points de vue généraux et spécifiques comme suit :

Observations générales

122. Il y avait un soutien général pour les catégories autres que le maïs en grains, mais des points de vue divergents concernant les LM qui devraient s'appliquer à ces catégories.
123. En outre, il a été noté ce qui suit :
- De quelle manière les considérations accordées au maïs en grains se répercuteraient sur les produits transformés, par exemple la répartition géographique des données, les variations d'une année à l'autre, les variations régionales, le traitement des valeurs aberrantes, etc.
 - De quelle manière la transformation pourrait contribuer à réduire la contamination par les aflatoxines dans les produits transformés pour permettre des LM plus faibles avec des taux de rejet acceptables.
 - Les LM pour les produits transformés doivent être étayées par des données et des informations sur les réductions attendues des aflatoxines du fait de la transformation.

Observations spécifiques

124. Farine, semoule, semoule et flocons dérivés du maïs : il convient de présenter des fourchettes plus larges de LM et de taux de rejet, jusqu'à et autour de 5 % ; et il convient d'envisager des procédés susceptibles de réduire la contamination

dans cette catégorie, y compris le riz poli, de la même manière que pour le DON dans la farine, la semoule, la semoule et les flocons dérivés du maïs, et l'arsenic dans le riz, respectivement.

125. Pour les aliments à base de céréales destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants : les données doivent être analysées afin de déterminer si la LM doit être fixée pour le produit « tel quel » ou « sur une base de matière sèche ». Une observation a été formulée pour fixer le LM sur une base « tel quel » comme étant la méthode la plus simple qui ne nécessiterait pas un ajustement de la teneur en humidité dans les produits.

Conclusion

126. Le CCCF est convenu que le GTE devrait poursuivre les travaux sur ces catégories, dans le but de finaliser les LM lors du CCCF15, en tenant compte des observations formulées au cours de la présente session. Ceci inclurait la présentation d'un éventail plus large de LM et de taux de rejet, en particulier autour de 5 %, qui s'appliqueraient également au maïs en grains, et inclurait également des considérations sur l'effet de la transformation sur la réduction de la contamination par les aflatoxines.

Méthodes

127. Le CCCF a noté que, bien qu'il existe plusieurs méthodes validées au niveau international qui pourraient être utilisées pour les LM proposées et même pour des LM plus basses, il convient de s'assurer que les méthodes sont largement disponibles pour une utilisation, qu'elles pourraient satisfaire les limites de quantification (LOQ) et de détection (LOD) lors de la mesure de chaque isomère dans la somme des composants, et qu'elles doivent également inclure des méthodes rapides de terrain pour un dépistage rapide et une utilisation de routine.

Évaluation de l'exposition alimentaire par le JECFA

128. Le CCCF a noté qu'il n'était pas nécessaire que le JECFA procède à une évaluation de l'exposition alimentaire à ce stade, compte tenu des travaux complémentaires sur les LM, et qu'une telle demande pourrait être réexaminée lors du CCCF15.

Conclusion générale

129. Reportez-vous au point 10(b) de l'ordre du jour.

PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE ET DE CRITÈRES DE PERFORMANCE POUR LES AFLATOXINES TOTALES DANS CERTAINES CÉRÉALES ET CERTAINS PRODUITS À BASE DE CÉRÉALES, Y COMPRIS LES ALIMENTS POUR NOURRISSONS ET ENFANTS EN BAS ÂGE (Point 10b de l'ordre du jour)¹⁷

130. Le Brésil a introduit ce point et s'est référé aux recommandations concernant les plans d'échantillonnage et les critères de performance pour l'établissement de LM pour les aflatoxines totales dans ces produits.

131. Le CCCF a confirmé :

- La nécessité de plans d'échantillonnage et est convenu qu'ils devraient être développés simultanément à l'élaboration des LM afin de garantir que lorsque les LM seront finalisées, les plans d'échantillonnage correspondants seront disponibles pour appuyer ces LM.
- Il pourrait être envisagé de s'aligner sur les plans d'échantillonnage existants dans la NGCTPHA, mais également de réfléchir à d'autres approches telles que la norme ISO 24333:2009.
- Il n'était pas nécessaire de demander l'avis du CCMAS sur l'établissement des critères de performance sur la « somme des composants », à ce stade. La réponse du CCMAS36 (2015) à la même question pour les fumonisines pourrait s'appliquer également aux aflatoxines.

Conclusion générale: Point 10(a)/10 (b) de l'ordre du jour

132. Le CCCF est convenu :

- i) De rétablir le GTE, présidé par le Brésil et coprésidé par l'Inde, travaillant en anglais, pour :
 - a. continuer à travailler sur les LM pour les aflatoxines totales dans le maïs en grains ; la farine, la semoule, la semoule et les flocons dérivés du maïs ; le riz décortiqué et poli ; le grain de sorgho destiné à une transformation ultérieure ; et les aliments à base de céréales destinés aux nourrissons et enfants en bas âge, ainsi que sur les plans d'échantillonnage associés, en tenant compte des observations écrites présentées, des commentaires, des conclusions et des décisions prises lors de la session ainsi que des nouvelles données du GEMS/Aliments ;
 - b. travailler en étroite collaboration avec le GTE sur la gestion des données.

¹⁷ CX/CF 21/1/4/10-Partie II, CX/CF 21/14/10-Add.2 (Argentine, Chili, Cuba, Égypte, États-Unis, Iran, Kenya, Mexique, République de Corée, AOCS et EUROCHEM)

- ii) De demander au secrétariat du JECFA d'émettre un appel de données sur toutes les catégories en cours de discussion dans le but d'obtenir des données plus représentatives sur le plan géographique et d'inclure une demande concernant le pays d'origine et, si possible, d'établir une distinction entre le maïs destiné à l'alimentation humaine et celui destiné à l'alimentation animale, dans le but de finaliser les LM l'an prochain ; et
- iii) Dans le cas où aucune donnée ne serait soumise, les LM seraient finalisées sur la base de l'ensemble de données existantes lors de la prochaine session du CCCF.

133. Le CCCF a vivement conseillé à tous les pays intéressés par les catégories discutées de soumettre des données sur GEMS/Aliments et de participer activement au GTE.

LIMITES MAXIMALES POUR LES AFLATOXINES TOTALES DANS LES ARACHIDES PRÊTES À ÊTRE CONSOMMÉES ET PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE ASSOCIÉS (point 11 de l'ordre du jour)¹⁸

LIMITES MAXIMALES POUR LES AFLATOXINES TOTALES ET L'OCHRATOXINE A DANS LA NOIX DE MUSCADE, LE PIMENT ET LE PAPRIKA DÉSHYDRATÉS, LE GINGEMBRE, LE POIVRE ET LE CURCUMA ET LES PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE ASSOCIÉS (POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR)¹⁹

134. Le secrétariat du Codex a rappelé au CCCF que l'examen de ces points a été suspendu en 2018 pour assurer la mise en œuvre des codes d'usages respectifs pour la prévention et la réduction de la contamination des arachides par les aflatoxines (CXC 55-2004) et des épices par les mycotoxines (CXC17-2017), et pour reprendre les discussions d'ici 3 ans en vue de réexaminer les LM sur la base de données nouvelles / additionnelles soumises au GEMS/Aliments. Le secrétariat a en outre rappelé que le secrétariat du JECFA émettrait un appel de données d'ici 3 ans en vue de faciliter le travail des GTE après leur rétablissement par le CCCF.

Arachides prêtes à être consommées

135. Les délégations ont mis l'accent sur les points suivants :

- L'importance d'accélérer la finalisation de la LM et du plan d'échantillonnage pour garantir la santé publique et les pratiques loyales dans le commerce.
- Le Code d'usages (CXC55) est disponible pour une mise en œuvre par les pays membres depuis de nombreuses années déjà.
- Le GEMS/Aliments devrait être la source de référence de données pour dériver les LM pour les contaminants dans le Codex.
- L'évaluation d'impact réalisée par le JECFA83 doit être prise en compte lors de l'examen des propositions de LM pour les AFT dans les arachides prêtes à consommer.
- Le nouvel ensemble de données (données à partir de 2018) devrait être utilisé en plus de l'ancien ensemble de données lors de l'examen des propositions de LM, afin de pouvoir identifier les éventuelles différences entre les anciennes et les nouvelles propositions de LM dues à la mise en œuvre du Code d'usages.
- La LM doit être conforme à la LM précédente fixée pour les arachides destinées à une transformation ultérieure.

Certaines épices: Noix de muscade, piment et paprika déshydratés, gingembre, poivre et curcuma

136. Les délégations ont généralement soutenu la reprise des travaux sur l'établissement de LM pour la noix de muscade, le piment et le paprika séchés, le gingembre, le poivre et le curcuma, ainsi que les plans d'échantillonnage associés.

137. L'Inde a exprimé sa volonté de continuer à présider les deux GTE.

Conclusion

Arachides prêtes à être consommées

138. Le CCCF est convenu de :

- i) Rétablir le GTE, présidé par l'Inde, travaillant en anglais :
 - a. pour prendre en compte les données nouvelles ou supplémentaires disponibles sur GEMS/Aliments uniquement et de prendre en compte les anciennes et les nouvelles données pour les comparer ;
 - b. pour mettre à jour le document de travail qui a été présenté pour la dernière fois lors du CCCF12 (2018) (CX/CF 18/12/10) ; et

¹⁸ REP18/CF, paragraphe 115 Appendice VII ; REP19/CF, paragraphes 16, 80 ; REP18/EXEC2-Rev.1, paragraphe 23 ;

¹⁹ REP18/CF, paragraphe 119 l'Appendice VIII ; REP19/CF, paragraphe 81

- c. pour préparer des propositions révisées de LM pour les aflatoxines totales dans les arachides prêtes à être consommées et le plan d'échantillonnage connexe pour observations et examen par le CCCF15 (2022), en tenant compte des résultats de l'évaluation d'impact réalisée par le JECFA83 et des nouveaux et anciens ensembles de données disponibles sur GEMS/Aliments.
- ii) Demander au secrétariat du JECFA d'émettre un appel de données afin de collecter des données en vue d'un examen ultérieur par le GTE.

Certaines épices: Noix de muscade, piment et paprika déshydratés, gingembre, poivre et curcuma

139. Le CCCF est convenu de :

- i) Rétablir le GTE, présidé par l'Inde, travaillant en anglais :
 - a. pour prendre en compte les données nouvelles ou supplémentaires disponibles sur GEMS/Aliments ;
 - b. pour mettre à jour le document de travail qui a été présenté pour la dernière fois lors du CCCF12 (2018) (CX/CF 18/12/11) ;
 - c. pour préparer des propositions révisées de LM pour les aflatoxines totales et l'ochratoxine A dans les épices : noix de muscade, piment et paprika, gingembre, poivre et curcuma, respectivement, pour observations et examen par le CCCF15 (2022), ainsi que les plans d'échantillonnage associés, en tenant compte des ensembles de données nouveaux et anciens disponibles sur GEMS/Aliments.
- ii) Demander au secrétariat du JECFA d'émettre un appel de données afin de collecter des données en vue d'un examen ultérieur par le GTE.

METHYLMERCURE DANS LE POISSON (Point 13 de l'ordre du jour)²⁰

140. La Nouvelle-Zélande, en tant que présidente du GTE, a présenté le point et a donné les points clés relatifs aux propositions d'établissement de LM pour le méthylmercure dans d'autres espèces de poissons, aux plans d'échantillonnage et au contexte des travaux, a résumé le processus suivi par le GTE, les conclusions et les recommandations pour examen par le CCCF.

Sélection d'espèces pour la fixation de LM

- 141. Le président du GTE a expliqué que la sélection des espèces pour la fixation de LM dépassait clairement le critère de sélection convenu de 0,3 mg/kg de méthylmercure. Il a également expliqué qu'il y avait des questions autour d'un critère commercial pour sélectionner les espèces pour la fixation des LM. Le GTE a discuté de différentes options, mais l'opinion majoritaire était de comparer l'importance du commerce à partir des espèces qui ont actuellement des LM et, par conséquent, le marlin, qui est l'espèce ayant le plus faible volume d'exportation parmi les espèces, a été utilisé comme espèce de référence.
- 142. La fixation de LM par groupe pour les différentes espèces n'a pas été soutenue par le GTE en raison de l'absence ou de l'insuffisance de données pour certaines des espèces concernées ou parce que certaines d'entre elles étaient inférieures au critère de 0,3 mg/kg. Par exemple, une LM pour toutes les espèces de légine n'a pas été soutenue parce qu'il n'y avait pas de données sur le méthylmercure pour la légine antarctique et que les données sur le mercure total étaient inférieures aux critères de sélection pour cette espèce.
- 143. Les trois espèces (hoplostèthe orange, abadèche rose et légine australe) pour lesquelles de nouveaux travaux étaient proposés, ont toutes satisfait au critère de sélection, avec ou sans prise en compte du commerce, mais pour poursuivre l'élaboration d'une LM pour la légine australe, davantage de données seraient nécessaires afin d'établir une LM robuste.
- 144. Ces trois espèces ayant été identifiées pour l'établissement des LM et 48 groupes taxonomiques de poissons ayant été examinés au total (voir résumé dans l'Appendice II du document CX/CF 14/21/11), l'examen des LM pour toute autre espèce de poisson pourrait être interrompu.

Plans d'échantillonnage / analyse documentaire

- 145. Le président du GTE a confirmé qu'il existait un potentiel de variation importante du méthylmercure dans le poisson et dans un lot, et que cette variation variait principalement en fonction du poids ou de la longueur du poisson. On dispose de peu de données sur la variation du méthylmercure entre les différents tissus d'un même poisson. L'une des difficultés consiste ensuite à faire le lien avec les ensembles de données normales permettant de fixer les LM qui ont été obtenus à partir de GEMS/Aliments, car la partie à prélever n'y était généralement pas indiquée. Dans un premier temps, il a été proposé d'aborder ces questions avec des paramètres d'échantillonnage et des annexes spécifiques aux espèces, mais cette approche n'a pas été privilégiée. Par conséquent, l'approche et le format proposés pour un plan d'échantillonnage sont présentés à l'Appendice IV du document CX/CF 21/14/11 afin que les travaux puissent progresser avec une

²⁰ CX/CF 21/14/11

approche où les dispositions d'échantillonnage portent sur différentes classes de poids et de valeur du poisson. Cela pourrait être affiné en prenant en compte les poids commerciaux de ces espèces pour les LM afin de s'assurer que les classes de poids sont correctes, ainsi que la compréhension des plans d'échantillonnage nationaux où l'échantillonnage des tissus est effectué.

146. Le CCCF a été informé que lors de l'identification de la littérature autour des questions ci-dessus et de l'examen des mesures de gestion des risques, il a été identifié qu'il n'y avait pas de source consolidée de conseils sur les mesures de gestion des risques pour gérer le méthylmercure dans le poisson. Il a donc été proposé d'entreprendre une analyse documentaire afin de déterminer si la littérature existante est suffisante pour élaborer de tels conseils.

Discussion

Prise en compte des LM

147. L'idée d'entamer de nouveaux travaux pour l'hoplostèthe orange et l'abadèche rose a recueilli un soutien général, mais compte tenu de l'absence de données suffisantes pour la légine australe, il a été estimé qu'un examen plus approfondi était nécessaire quant à la possibilité de fixer une LM pour cette espèce.
148. Un observateur, tout en soutenant les nouveaux travaux, a estimé que lors de la fixation des LM pour le méthylmercure, il faudrait également tenir compte de la teneur en sélénium du poisson, car les recherches qu'il a consultées ont montré que le sélénium se lie au mercure, ce qui accroît sa toxicité.
149. Le secrétariat du JECFA a annoncé que la FAO et l'OMS convoqueraient une autre réunion d'experts pour mettre à jour les risques et les avantages de la consommation de poisson qui ont été établis il y a une dizaine d'années, et qu'ils prendraient en compte les allégations concernant le sélénium et que s'il existait des preuves cliniques suffisantes pour le confirmer, elles seront prises en compte.

Critère commercial

150. En réponse à une question visant à clarifier la façon d'aborder un critère commercial pour sélectionner les espèces pour l'établissement des LM, le secrétariat du Codex a précisé qu'il n'y avait aucun critère commercial spécifique défini sur lequel baser l'établissement des LM et que le CCCF devrait être guidé globalement par son double mandat et plus spécifiquement par les règles/principes établis par le CCCF, notamment dans le préambule de la NGCTA.
151. Il a attiré l'attention du Comité sur le double mandat du Codex, à savoir « *protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires* », et a déclaré que, normalement, le CCCF remplissait ce mandat en fixant des LM pour les contaminants qui présentent un intérêt ou une importance pour la santé publique, pour les produits qui font l'objet d'un commerce international.
152. Il a en outre attiré l'attention sur les principes généraux d'établissement des LM énoncés dans le préambule de la NGCTPHA, à savoir que :

« Les LM ne devraient être fixées que pour les contaminants qui présentent à la fois un risque important pour la santé publique et un problème connu ou attendu dans le commerce international. »

« Les limites maximales doivent être fondées sur des principes scientifiques solides conduisant à des niveaux acceptables dans le monde entier, de sorte qu'il n'y ait pas d'obstacle injustifié au commerce international. »

« Les LM ne sont fixées que pour les denrées alimentaires dans lesquelles le contaminant peut être trouvé en quantités significatives pour l'exposition totale du consommateur, en tenant compte de la politique du Comité sur les contaminants dans les aliments pour l'évaluation de l'exposition aux contaminants et aux toxines dans les denrées alimentaires ou les groupes de denrées alimentaires (section IV du Manuel de procédure). »

153. À cet égard, il a été noté que l'étendue du commerce n'a pas été abordée, mais plutôt la question de savoir s'il y avait un problème commercial connu ou attendu, et que l'on pourrait donc affirmer que l'absence d'harmonisation des LM pourrait conduire à un tel problème commercial. Le rôle du Codex était d'élaborer des LM convenues au niveau international, fondées sur une évaluation scientifique des risques et ayant le moins d'impact possible sur le commerce. Afin de ne pas créer d'obstacle injustifié au commerce international et de ne pas avoir d'impact négatif sur la sécurité alimentaire, le CCCF a établi des LM basées sur le principe ALARA avec un taux de rejet raisonnable.
154. Elle a également noté que, bien qu'il y ait des critères commerciaux dans les « *Critères pour l'établissement des priorités de travail (critères applicables aux produits de base)* » qui touchent au volume de production et de consommation dans les pays individuels et au volume et à la structure des échanges entre les pays, il est entendu que cela s'applique aux nouvelles propositions de travail pour les normes de produits de base qui sont normalement liées à la qualité, plutôt qu'aux normes de sécurité. Ces critères n'étaient pas non plus applicables aux normes horizontales et de tels critères n'ont jamais été élaborés, comme l'indique un document préparé par le Secrétariat dans le cadre de l'examen de la

Révision critique²¹.

155. Ainsi, si l'on s'en tient au préambule de la NGCTPHA, il semblerait qu'il n'y ait aucune base permettant de prendre en compte le volume du commerce / l'importance du commerce dans la fixation des LM. La question de savoir s'il serait possible de définir un critère commercial a également été soulevée (tel que l'examen des volumes ou de la valeur des échanges), car il ne serait pas nécessairement vrai que si un produit est échangé dans des volumes plus faibles, il n'y aurait pas de problème de santé publique là où un produit est fortement consommé. En outre, des volumes plus faibles pourraient encore avoir une grande importance économique.
156. Dans le cas des normes de sécurité, et si l'on considère le double mandat du Codex, la protection de la santé des consommateurs aurait à bien des égards « une plus grande importance » que la question du commerce. Lorsqu'il prendra des décisions en matière de gestion des risques, le CCCF devra s'assurer que ces mesures ont le moins d'effets perturbateurs sur le commerce tout en garantissant que la santé publique n'est pas indûment affectée. Ces efforts peuvent parfois être facilités si une évaluation de l'impact d'une LM hypothétique sur l'exposition alimentaire est demandée au besoin au JECFA.

Conclusion

157. Le CCCF a accepté de commencer de nouveaux travaux sur les LM pour le méthylmercure dans l'hoplostète orange et l'abadèche rose et de modifier le document de projet en conséquence.

Plans d'échantillonnage

158. Le CCCF a pris note de la volonté de poursuivre les travaux sur le plan d'échantillonnage en suivant l'approche proposée dans l'Appendice III du document CX/CF 21/14/11 et du fait que les travaux supplémentaires devraient garantir le caractère pratique du plan d'échantillonnage.

Analyse documentaire des mesures de gestion des risques

159. L'idée d'entreprendre une analyse documentaire pour déterminer la faisabilité de l'élaboration de lignes directrices pour la gestion des niveaux de méthylmercure dans le poisson a reçu un soutien général. Le président du GTE a précisé que l'analyse documentaire visait à identifier des mesures pratiques pour la gestion du méthylmercure dans le poisson (p. ex. au niveau de la capture, du tri et de la transformation).

Conclusion générale

160. Le CCCF est convenu :
 - i) de soumettre à l'approbation de la CAC44 le document de projet relatif aux nouveaux travaux sur les LM pour le méthylmercure dans l'hoplostète orange et l'abadèche rose (Appendice XX) ;
 - ii) d'interrompre l'examen des LM pour toute autre espèce supplémentaire ;
 - iii) d'établir un GTE présidé par la Nouvelle-Zélande et coprésidé par le Canada, travaillant en anglais, pour :
 - a. d'élaborer des LM pour l'hoplostète orange et l'abadèche rose ;
 - b. d'examiner des données supplémentaires afin d'établir la faisabilité de la fixation d'une LM pour la légine australe ;
 - c. d'élaborer le plan d'échantillonnage ; et
 - d. de réaliser une analyse documentaire afin d'évaluer la faisabilité de l'élaboration de lignes directrices pour la gestion du méthylmercure dans le poisson.
 - iv) de demander au JECFA d'émettre un appel de données spécifique pour la légine australe.

CONTAMINATION DU MANIOC ET DES PRODUITS A BASE DE MANIOC PAR L'ACIDE CYANHYDRIQUE ET LES MYCOTOXINES (point 14 de l'ordre du jour)²²

Les mycotoxines dans le manioc et les produits à base de manioc

161. Le Nigeria, en tant que président du GTE, a présenté ce point et souligné que, sur la base des réponses aux lettres circulaires CL 2019/74-CF et CL 2020/51-CF et des données et informations fournies par les membres du GTE, il était possible d'identifier les mesures d'atténuation des risques disponibles à ce jour qui se sont avérées rentables et applicables dans le monde entier par les agriculteurs et les producteurs à grande, moyenne et petite échelle. Les réponses ont également permis de déterminer le champ d'action du Code d'usages concernant les mycotoxines pertinentes (c'est-à-dire les aflatoxines et l'ochratoxine A) et les phases de la chaîne de production devant être couvertes par le Code d'usages (c'est-à-dire préplantation, plantation, transformation post-récolte y compris fermentation, séchage, stockage et distribution). Le président du GTE a également informé le CCCF que, sur la base de ces faits, un consensus général s'était dégagé en faveur de l'élaboration d'un Code d'usages visant à prévenir et réduire

²¹ CX/EXEC 20/78/4

²² CX/CF 21/14/12

la contamination de ces produits par les mycotoxines, tel que présenté dans l'Appendice I du document CX/CF 21/14/12.

162. Le CCCF est convenu de l'élaboration d'un Code d'usages et l'inclusion de quelques amendements dans le document de projet afin d'en améliorer la clarté, comme proposé dans le document CRD03.

Conclusion

163. Le CCCF est convenu :
- i) de soumettre à l'approbation de la CAC44 le document de projet sur l'élaboration d'un Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination du manioc et des produits à base de manioc par les mycotoxines, en tant que nouveaux travaux (Appendice VI) ; et
 - ii) d'établir un GTE, présidé par le Nigeria et coprésidé par le Ghana, travaillant en anglais, pour travailler à l'élaboration d'un Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination du manioc et des produits à base de manioc par les mycotoxines, en mettant l'accent sur les aflatoxines et l'OTA, et sur les phases de production telles qu'identifiées dans le document de projet, sur la base des données et informations fournies à l'Appendice II du document CX/CF 21/14/12 ; et

Acide cyanhydrique (HCN) dans le manioc et les produits à base de manioc

164. Le Nigeria, en tant que président du GTE, a en outre déclaré que les données et informations sur l'acide cyanhydrique (HCN) dans le manioc et les produits à base de manioc, telles qu'elles figurent à l'Appendice III du document CX/CF 21/14/12, indiquaient qu'il serait souhaitable d'attendre que des données/informations nouvelles/complémentaires deviennent disponibles, particulièrement grâce aux études en cours dans ce domaine, pour réévaluer la nécessité et la faisabilité d'établir des LM pour ces produits.
165. Le CCCF a approuvé cette recommandation et rappelé que les LM pour le HCN dans le gari et la farine de manioc telles qu'elles figurent dans la NGCTPHA, demeuraient inchangées.

Conclusion

166. Le CCCF est convenu d'interrompre la discussion sur l'établissement de LM pour le HCN dans le manioc/les produits à base de manioc et d'attendre que des données nouvelles/complémentaires deviennent disponibles, particulièrement grâce aux études en cours dans ce domaine, pour réévaluer la nécessité et la faisabilité d'établir des LM pour le HCN dans le manioc et les produits à base de manioc.

CADMIUM ET PLOMB DANS LE QUINOA (Point 15 de l'ordre du jour)²³

167. Le secrétariat du JECFA a présenté le document, en mettant l'accent sur l'analyse entreprise, sur les principales conclusions et sur les recommandations.
168. Le CCCF a d'abord examiné s'il était nécessaire d'établir des LM pour le cadmium et le plomb dans le quinoa ; il s'est ensuivi une discussion pour savoir s'il fallait étendre au quinoa les LM pour ces contaminants dans les céréales, tel que présenté dans la NGCTPHA, ou s'il fallait établir des LM distinctes pour le cadmium et le plomb dans le quinoa.
169. Bien qu'il y ait eu un large soutien pour l'établissement de LM pour le cadmium et le plomb dans le quinoa, il y avait néanmoins des avis divergents sur la question de savoir s'il fallait étendre au quinoa les LM prévues pour les céréales dans le GSCTFF ou s'il fallait élaborer des LM distinctes.
170. Les délégations favorables à l'extension des LM pour les céréales au quinoa ont souligné que des LM étaient nécessaires de toute urgence étant donné l'augmentation du commerce et de la consommation de quinoa.
171. Les délégations favorables à des LM distinctes ont souligné que :
- Le quinoa est une pseudo-céréale et ses conditions de culture sont différentes de celles des autres céréales et que par conséquent, l'établissement de LM pour le quinoa doit être basé sur des données propres au quinoa.
 - Il n'a pas été possible d'extrapoler les LM des céréales au quinoa en raison des différences dans l'absorption par exemple du cadmium, qui dépend du cultivar et du sol.
 - L'ensemble des données utilisé pour l'analyse du secrétariat du JECFA était très limité et d'autres données étaient nécessaires, lesquelles devaient être plus représentatives sur le plan géographique. Cette production de données était en cours dans certains pays et les données pourraient être communiquées à GEMS/Aliments pour soutenir l'établissement de LM propres au quinoa.
172. D'autres délégations ont questionné l'opportunité d'établir des LM à ce stade, car :
- Il n'y avait pas de motif justifiant l'établissement de LM d'un point de vue de santé publique puisque l'analyse

²³ CX/CF 21/14/13 ; CX/CF 21/14/13-Add.1 (Australie, Canada, Chili, Cuba, Équateur, Égypte, UE, Irak, Japon, États-Unis et AIEA)

du secrétariat du JECFA a montré que l'extension au quinoa des LM actuelles pour le cadmium et le plomb dans les céréales, proposée dans la norme CXS193 ou l'établissement de LM distinctes aux niveaux proposés dans l'analyse, c'est-à-dire 0,1 ou 0,2 mg/kg pour le cadmium et 0,1 ou 0,2 mg/kg pour le plomb, aurait peu d'impact sur l'exposition de la population générale à ces contaminants,

- La fixation de telles LM aurait des répercussions sur les coûts et le commerce sans aucun avantage supplémentaire pour la santé publique.
- Aucune information n'avait été fournie indiquant que les LM étaient nécessaires à l'harmonisation du commerce. Cependant, si le CCCF devait fixer des LM, il devait être clair que ceci ne serait pas fondé sur la protection de la santé publique.

173. Compte tenu des divers points de vue exprimés sur le fait d'établir ou non des LM et, si des LM devaient être établies, sur le fait d'étendre les LM pour le cadmium et le plomb dans les céréales au quinoa comme indiqué dans la norme CXS193 ou d'avoir des LM distinctes pour le quinoa, du peu de données disponibles, de la nécessité de tenir compte des différents cultivars et conditions de culture et des travaux en cours sur la production de données, le président a proposé de reporter de 3 ans la discussion sur les LM pour le cadmium et le plomb dans le quinoa, afin de permettre la génération et la soumission de données au GEMS/Aliments. Le CCCF a soutenu cette proposition.

Conclusion

174. Le CCCF est convenu :
- i) de demander au secrétariat du JECFA de lancer un appel de données sur le cadmium et le plomb dans le quinoa et les produits à base de quinoa, y compris dans les aliments destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants, d'ici deux ans ;
 - ii) que l'appel de données devrait inclure une demande de données sur la présence de plomb et de cadmium et en outre, des données sur la consommation, et que le pays d'origine devait être indiqué dans le champ des remarques afin d'aider à évaluer la représentativité géographique des données ; et
 - iii) que le secrétariat du JECFA préparera une analyse des nouvelles données et rédigera un document pour examen lors de la 17ème session du CCCF.

RADIOACTIVITE DANS LES ALIMENTS POUR ANIMAUX ET LES DENREES ALIMENTAIRES (Y COMPRIS L'EAU POTABLE) DANS DES CIRCONSTANCES NORMALES (Point 16 de l'ordre du jour)²⁴

175. L'Union européenne, en tant que présidente du GTE, a présenté ce point et a rappelé que, suite aux informations fournies par le représentant de la Division commune FAO/AIEA, le CCCF13 était convenu que des travaux exploratoires devaient être entrepris sur les questions de sécurité alimentaire et de commerce associées aux radionucléides dans les denrées alimentaires (y compris l'eau potable) et les aliments pour animaux dans les situations non urgentes. Un groupe de travail électronique, présidé par l'UE et coprésidé par le Japon, a été créé pour produire un document de discussion visant à mieux faire comprendre la présence de radioactivité dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux dans les situations non urgentes et à permettre au CCCF de prendre une décision éclairée sur les éventuelles actions de suivi lors de cette session.
176. Le président du GTE a indiqué qu'au sein du GTE, des commentaires ont été formulés concernant la nécessité de présenter des arguments plus solides au CCCF pour qu'il poursuive ses travaux sur cette question, de clarifier la relation entre les travaux qui pourraient être entrepris par le CCCF et les travaux déjà entrepris ou prévus par la FAO, l'AIEA, l'OMS et l'UNSCEAR, ainsi que de clarifier les termes utilisés et de veiller à leur utilisation cohérente. Le document de discussion tel que présenté dans l'Appendice I du document CX/CF 21/14/14 tient compte de ces commentaires.
177. Le président du GTE a en outre noté que, dans le document de discussion, il est conclu que les radionucléides d'origine naturelle (c'est-à-dire principalement ⁴⁰K, ²¹⁰Po, ²¹⁰Pb, ²²⁸Ra et ²²⁶Ra) sont présents dans de nombreux aliments différents et tendent à donner des doses de rayonnement plus élevées que celles fournies par les radionucléides produits artificiellement (tels que ¹³⁴Cs, ¹³⁷Cs, ¹³¹I et ⁹⁰Sr) dans des situations qui n'ont pas été affectées par une situation d'urgence nucléaire dans le passé, mais aucun problème spécifique de sécurité pour les denrées alimentaires, les aliments pour animaux ou l'eau potable dû à la présence de radionucléides naturels n'a été identifié. En outre, aucun problème de commerce international n'a été identifié en raison de la présence de radionucléides d'origine naturelle dans les denrées alimentaires, les aliments pour animaux et l'eau potable.

Discussion

178. Suite à des commentaires, le représentant de la Division commune FAO/AIEA a précisé que le document informatif serait présenté au CCCF avant sa publication. Le président du GTE a en outre précisé que le document d'information

serait axé sur les radionucléides naturels, qu'il donnerait des informations sur les variations régionales de la présence de radionucléides naturels dans les denrées alimentaires (y compris l'eau potable) et les aliments pour animaux, sur les variations de l'absorption en fonction du type d'aliment, et que la mise à jour régulière de tout développement dans le domaine de la radioactivité concernerait les radionucléides naturels et artificiels.

Conclusion

179. Le CCCF est convenu :

- i) qu'il n'est pas nécessaire que le CCCF poursuive ses travaux à l'heure actuelle, étant donné que les radionucléides naturellement présents dans les denrées alimentaires, les aliments pour animaux et l'eau ne semblent pas constituer un problème pour la sécurité et le commerce des denrées alimentaires ;
- ii) d'accepter l'offre de l'AIEA d'élaborer, avec la collaboration de la FAO et de l'OMS, un document d'information à l'intention de la communauté des régulateurs de la sécurité alimentaire, faisant le point sur la radioactivité naturelle dans l'alimentation humaine, l'alimentation animale et l'eau, reflétant ainsi également les variations régionales ; et
- iii) de demander à l'AIEA d'être tenue informée de tout développement dans le domaine de la radioactivité naturelle et artificielle, en particulier des travaux FAO/AIEA/OMS visant à mettre au point des méthodologies pouvant être utilisées pour produire des critères permettant d'évaluer les radionucléides dans les aliments.

ORIENTATION SUR L'ANALYSE DES DONNÉES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LIMITES MAXIMALES ET POUR L'AMÉLIORATION DE LA COLLECTE DES DONNÉES (point 17 de l'ordre du jour)²⁵

180. L'Union européenne a présenté le rapport du président du GTE et a rappelé que le CCCF12 (2018) a examiné la proposition du secrétariat du JECFA d'élaborer une orientation générale sur l'analyse des données en vue de l'élaboration d'une LM qui aiderait les GTE à adopter des approches cohérentes pour l'analyse des données. Le CCCF18 est convenu d'établir un GTE présidé par l'UE, coprésidé par les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas en vue de préparer un document de discussion. En 2019, le président du GTE a informé le CCCF13 qu'il n'avait pas été possible de préparer un document de travail à temps pour qu'il soit examiné par le GTE établi et que, à la place, le président du GTE avait préparé un document contenant une liste non exhaustive de sujets à examiner par le CCCF, et il a été convenu d'étendre la portée des travaux pour aborder l'amélioration de la collecte de données et de rétablir le GTE présidé par l'UE, coprésidé par les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas afin de poursuivre l'élaboration du document de travail sur la base de la discussion lors de cette session.
181. Lors de la présente session, le CCCF a été informé que le document de travail figurant à l'annexe du document CX/CF 21/14/15 avait été préparé par le président du GTE et qu'en raison de la mise à disposition très tardive du document, aucune consultation avec les coprésidents et les membres du GTE n'avait eu lieu.

Discussion

182. Le document de travail a été présenté avec plus de détails sur l'application des taux de rejet, l'identification et le traitement des valeurs aberrantes (valeurs extrêmes) et la présentation des données dans les rapports du GTE au CCCF.
183. Le CCCF a été invité à donner son point de vue sur la pertinence des sujets identifiés et d'autres sujets possibles à inclure dans une orientation pour l'analyse des données en vue du développement de LM et de l'amélioration de la collecte de données, et en particulier sur la suggestion d'inclure une discussion sur les éléments à prendre en compte lors de la détermination d'un taux de rejet approprié.

Observations générales

184. L'opinion générale était que le taux de rejet approprié, s'écartant du taux de rejet de 5 % qui est régulièrement utilisé en tant que référence, doit être déterminé au cas par cas. Une éventuelle orientation devrait fournir uniquement des éléments à prendre en considération avec une flexibilité suffisante pour le choix du taux de rejet lors de la fixation des LM au cours du CCCF.
185. Les sujets identifiés dans le document de travail ont reçu un soutien général. Plusieurs délégations ont indiqué que les orientations devraient d'abord porter sur la soumission (collecte), l'analyse et la présentation de données, car il s'agissait d'une priorité, et qu'elles n'étaient pas favorables à l'inclusion d'une discussion sur les éléments permettant de choisir des taux de rejet appropriés, alors que d'autres ont indiqué que de telles orientations seraient utiles.
186. En ce qui concerne la question de l'identification et du traitement des valeurs aberrantes, le secrétariat du JECFA a exprimé son soutien aux travaux du GTE et a indiqué qu'il pourrait fournir des informations sur la manière dont les valeurs aberrantes et extrêmes, ainsi que d'autres questions d'analyse de données comme indiqué dans le document, sont traitées par le JECFA lors de l'évaluation des données d'occurrence disponibles pour les évaluations d'exposition. Le fait que le JECFA fournisse ces informations au GTE a été accueilli favorablement.

²⁵ CX/CF 21/14/15

Commentaires additionnels

187. Les sujets/questions supplémentaires suivants ont été soulevés au cours de l'échange de vues :

Communication des LOQ

188. L'importance de communiquer la LOQ et de procurer une orientation sur la manière de communiquer les niveaux de contaminants qui sont une somme de composés et dont certains composés ne sont pas quantifiés (limite inférieure versus limite supérieure).

Communication des données d'occurrence sur GEMS/Aliments

189. Les éléments importants à fournir lors de la déclaration des données d'occurrence doivent être précisés dans l'appel de données pour soumission à la base de données GEMS/Aliments.
190. Le président du GTE a indiqué que les données peuvent être soumises à la base de données GEMS/aliments pas seulement en réponse à un appel spécifique de données et que, par conséquent, des orientations générales sur les informations qu'il est important de fournir lors de la soumission de données d'occurrence à la base de données GEMS/aliments, étaient appropriées.

*Disponibilité des données sur GEMS/Aliments**Traitement des données non soumises au GEMS/Aliments*

191. Le traitement des données non soumises à la base de données GEMS/Aliments et envisager l'obligation que les données soient soumises à la base de données GEMS/Aliments pour être prises en compte dans l'analyse des données.
192. Pour l'analyse de grands ensembles de données, il est important que toutes les informations pertinentes soient fournies dans des champs spécifiques (pour le tri/filtrage des données) et non dans le « champ de commentaires ».
193. En outre, une orientation sur la manière dont le GTE devrait traiter des situations spécifiques serait appropriée, par exemple, aucune donnée disponible dans la base de données GEMS/Aliments, ou si des informations complémentaires sur l'origine ou la finalité de l'aliment n'ont pas été fournies.

Données en provenance des importations

194. Les données provenant des importations sont biaisées car elles doivent respecter les spécifications du pays importateur et ne sont pas nécessairement représentatives de la présence d'un contaminant dans un produit donné. Par conséquent, il conviendrait d'envisager d'exclure de tels ensembles de données de l'analyse des données.

Contributions de la FAO/OMS aux orientations

195. L'importance de la contribution des gestionnaires des bases de données de la FAO, de l'OMS et de GEMS/Aliments à ces orientations.

Approche par étapes de l'élaboration des orientations

196. Étant donné la grande ampleur du document, il pourrait être envisagé de répartir la tâche et de déterminer des sujets de discussion dans une première phase, étant entendu que les autres sujets seront abordés ultérieurement.

Traitement des valeurs aberrantes

197. L'importance des orientations sur la manière d'identifier et de traiter les valeurs aberrantes.

Disponibilité des appels de données dans toutes les langues des Nations unies

198. La nécessité d'avoir des appels de données dans toutes les langues de l'ONU pour assurer une meilleure participation des pays non anglophones à la soumission des données.
199. Afin de faciliter la participation de certains pays aux travaux du GTE, l'importance de pouvoir travailler dans d'autres langues que l'anglais a été soulignée. Le président du GTE a noté que cela n'était pas possible compte tenu de l'ampleur des travaux à accomplir et de l'engagement à présenter le résultat des discussions du GTE lors du CCCF15, mais il a indiqué que les observations pouvaient être soumises en français et en espagnol au sein du GTE, mais que le document de travail (c'est-à-dire les orientations) serait présenté en anglais uniquement.
200. Le secrétariat du Codex a informé que tous les documents du Codex, en particulier les lettres circulaires, étaient disponibles en anglais, français et espagnol.
201. Le secrétariat du JECFA a indiqué qu'il envisagerait de fournir des appels de données et d'autres documents du JECFA dans les langues des Nations unies autres que l'anglais, mais il a souligné que cela nécessiterait des ressources supplémentaires qui ne sont pas disponibles actuellement et, en tant que tel, nécessiterait une consultation au cas par cas. Le secrétariat a encouragé les membres du Codex à envisager d'allouer des ressources extrabudgétaires au JECFA en vue de couvrir les dépenses liées à la fourniture des appels de données et autres documents du JECFA dans les langues des Nations Unies autres que l'anglais.

Conclusion

202. Le CCCF est convenu :
- i) que les travaux devraient se concentrer en priorité sur la collecte, l'analyse et la présentation des données au cours de l'année à venir et que la discussion sur les éléments à prendre en compte pour déterminer les taux de rejet appropriés ne serait pas reprise pour le moment ;
 - ii) qu'une lettre circulaire sera publiée pour demander aux membres du Codex et aux observateurs de soumettre des observations sur les sujets identifiés dans l'annexe du document CX/CF 21/14/15, pour examen par le GTE en plus des observations formulées lors de la présente session ; et
 - iii) de rétablir le GTE présidé par l'UE et coprésidé par les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas, travaillant uniquement en anglais, en vue de préparer des orientations sur l'analyse des données pour l'élaboration des LM et l'amélioration de la collecte des données, sur la base des observations formulées lors de la présente session et de celles formulées en réponse à la lettre circulaire.
203. Le président a demandé instamment au président du GTE de commencer les travaux au sein du GTE sans délai et de communiquer régulièrement sur son état d'avancement au secrétariat du Codex et au président du CCCF, afin de garantir l'achèvement en temps voulu des orientations à examiner lors du CCCF15, étant donné l'importance de ces travaux pour les futures discussions sur les ML au sein du CCCF.
204. Le président a encouragé les membres du Codex et les observateurs à participer activement à ce GTE. Il a également réaffirmé que les présidents des GTE traitant des LM, à savoir l'Équateur, le Brésil, l'Inde et la Nouvelle-Zélande, devraient travailler en étroite collaboration avec le GTE sur l'analyse des données afin de tenir compte, dans la mesure du possible, des résultats des discussions au sein de ce GTE lorsqu'ils proposeront des LM pour examen lors du CCCF15.

APPROCHE VISANT À IDENTIFIER LE BESOIN DE RÉVISION DES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS ÉLABORÉS PAR LE CCCF (point 18 de l'ordre du jour)²⁶

205. Le Canada, en tant que président du GTE, a présenté ce point, rappelant qu'il n'existait pas d'approche structurée pour examiner les normes existantes et textes apparentés relatifs aux contaminants présents dans l'alimentation humaine et animale, y compris les limites maximales (LM), les limites indicatives (LI) et les codes d'usages, en vue de déterminer la nécessité de leur révision. Le GTE avait été chargé de proposer une approche pratique pour identifier le besoin de révision des normes existantes et textes apparentés élaborés par le CCCF, pour examen lors de cette session.
206. Trois options avaient été proposées par le GTE, telles que décrites au paragraphe 2 du document CX/CF 21/14/16. Une lettre circulaire CL 2020/53-CF avait été publiée, recommandant l'examen des options disponibles pour une période d'essai de 3 ans et sur la base du large soutien apporté à l'option 2, le GTE a présenté une approche systématique de la manière dont le CCCF mettrait en œuvre et rendrait opérationnelle cette option sur une base d'essai de 3 ans :
207. Le président du GTE a précisé que cette option offrirait une certaine flexibilité et constituerait la charge administrative la plus faible pour le CCCF. En outre, il a souligné que cette approche structurée n'empêcherait pas la poursuite de l'examen ad hoc des normes et textes apparentés du Codex existants, sur proposition d'un membre du Codex et conformément aux orientations fournies dans le Préambule de la NGCTPHA ainsi que dans le Manuel de procédure.
208. Le président du GTE a également indiqué qu'une proposition de critères de priorisation pour l'identification des normes et textes apparentés pour examen avait été élaborée, tenant compte à la fois de l'impact potentiel sur la santé humaine et des éventuelles perturbations commerciales.

Discussion

209. Le CCCF a exprimé son soutien général à la mise en œuvre de l'option 2 à titre d'essai pendant une période de 3 ans, comme indiqué aux paragraphes 9 à 13 du document CX/CF 21/14/16.
210. Un point de vue a été exprimé selon lequel, dans le cas où une LM était établie pour un certain contaminant en raison de préoccupations liées à la santé, la limite maximale ne devrait pas être augmentée par la révision, sauf i) s'il y avait une perturbation commerciale causée par un changement de la classification Codex de l'alimentation humaine et animale ou de la norme Codex intéressant des produits alimentaires (et que, en conséquence, des produits supplémentaires soient couverts par la LM pour lesquels aucune donnée d'occurrence n'a été évaluée pour l'établissement de la LM) ; et/ou ii) si une meilleure description du produit couvert par la LM pouvait atténuer dans une certaine mesure les perturbations commerciales observées (p. ex. en ajoutant la mention « destiné à une transformation ultérieure » ou en précisant la partie du produit à laquelle s'applique la LM).
211. Le président du GTE a précisé que les critères de priorisation étaient flexibles et que, sur la base du résultat de l'essai de 3 ans, ces critères pourraient être reconsidérés.

²⁶ CX/CF 21/14/16 ;

Conclusion

212. Le CCCF est convenu :

- i) d'accepter la mise en œuvre du projet pilote relatif à l'examen des normes du Codex pour les contaminants dans l'alimentation humaine et animale (option 2) sur une base triennale, comme indiqué aux paragraphes 9 à 13 du document CX/CF 21/14/16, en utilisant les critères de priorisation tels que présentés dans l'Appendice I du document CX/CF 21/14/16 ;
- ii) de demander au secrétariat du Codex de faire circuler les listes de suivi aux fins d'observations, sous la forme d'une lettre circulaire, avant le CCCF15 (2022), sur la base des informations fournies par le Canada ;
- iii) d'examiner les observations en réponse à la lettre circulaire dans un groupe de travail intra-session qui sera établi lors du CCCF15 (2022), sous la présidence du Canada, en vue de formuler des recommandations au CCCF sur la nécessité de réviser les normes et textes apparentés du Codex relatifs aux contaminants dans l'alimentation humaine et animale. et
- iv) de noter que le projet pilote (option 2) pourrait être évalué comme indiqué aux paragraphes 14 à 16 du document CX/CF 21/14/16, afin de poursuivre l'amélioration des procédures d'examen en fonction des besoins.

PLAN DE TRAVAIL PROSPECTIF POUR LE CCCF (Point 19 de l'ordre du jour)²⁷

Examen des combinaisons contaminants/aliments de base pour les travaux futurs du CCCF

- 213. Le Secrétariat du pays hôte a présenté le point et a noté que le document a été élaboré en collaboration avec le le Codex et les Secrétariats du Codex. Se référant au document CX/21/14/17, et notant qu'il avait été publié juste avant la session, elle a expliqué qu'il serait diffusé pour observations et qu'il était donc présenté à cette session pour information seulement.
- 214. Elle a rappelé l'objectif du plan prospectif, qui était d'identifier les domaines dans lesquels les contaminants alimentaires posant un problème de santé publique et de commerce dans les denrées alimentaires de base circulant dans le monde pourraient être traités par le CCCF à l'avenir. Elle a rappelé que ce document a été élaboré à la suite de la discussion sur le plan prospectif lors de la 13e session du CCCF, qu'il a été convenu de se concentrer sur les aliments de base car la contamination de ces aliments pourrait avoir un impact significatif sur l'exposition et donc un risque pour la santé des populations, et que l'intention du document était de fournir une approche/méthodologie (méthode de dépistage) afin qu'une liste de combinaisons de contaminants/ d'aliments de base puisse être identifiée pour un suivi ultérieur par le CCCF.
- 215. L'approche a été illustrée par trois exemples, qui pourraient être élargis s'il y avait un accord sur l'approche présentée. Le choix d'entreprendre des travaux à partir de la liste d'intérêt qui serait élaborée devrait tenir compte de la charge de travail du CCCF et s'inscrire dans le cadre d'un processus de hiérarchisation des priorités pour le CCCF, ainsi que du suivi des évaluations/réunions d'experts du JECFA/FAO/OMS, de l'examen des normes existantes pour les contaminants dans l'alimentation humaine et animale et d'éventuels autres nouveaux travaux proposés.
- 216. Elle a également expliqué que, s'il y avait un consensus sur cette approche, sur la base des observations reçues en réponse à la CL, l'approche/méthodologie pourrait être affinée, par exemple en affinant la liste des aliments de base qui avait désormais un niveau de détail variable, et en identifiant d'autres combinaisons contaminant/aliment de base, au-delà des trois exemples d'aliments de base. L'objectif était qu'une fois le cadre finalisé et approuvé par le CCCF, un mécanisme permettant de faire avancer les travaux puisse être identifié par la 15e session du CCCF, par exemple un GTE chargé de faire avancer les travaux.

Conclusion

217. Le CCCF a convenu que :

- i) le Secrétariat du Codex publierait une CL demandant des observations sur l'approche/méthodologie proposée et
- ii) le Secrétariat du pays hôte, les Secrétariats du JECFA et du Codex examineront les observations reçues et développeront le document pour examen à la 15e session du CCCF.

Plan de projet pour l'évaluation de la mise en œuvre des Codes d'usages du CCCF

218. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point et a rappelé que lors de la 13e session du CCCF, le Secrétariat du pays hôte

²⁷ CX/CF 21/14/17

a présenté une proposition sur le développement d'un projet pilote pour évaluer la mise en œuvre des Codes d'usages dans le contexte de la discussion sur le plan de travail prospectif. La 13e session du CCCF a approuvé l'approche consistant à lancer un projet pilote et a décidé qu'une proposition plus détaillée serait préparée et présentée à cette session.

219. Elle a toutefois indiqué qu'une proposition plus détaillée n'avait pas été préparée à la lumière des discussions en cours entre le Secrétariat du pays hôte, la FAO, l'OMS et le secrétariat du Codex sur la manière d'aborder le projet pilote. Le projet relève de la compétence de la FAO et de l'OMS dans le cadre de leurs programmes d'assistance technique, ainsi que du Secrétariat du Codex, compte tenu notamment du débat en cours sur la surveillance de l'utilisation des normes au sein du Codex, qui constitue l'un des objectifs du Plan stratégique 2020-2025 du Codex.
220. Compte tenu de ce qui précède, le Secrétariat du Codex, en consultation avec la FAO et l'OMS, ainsi qu'avec le Secrétariat du pays hôte, continuera à chercher des moyens de faire avancer ce projet dans le contexte de la surveillance de l'utilisation des normes du Codex et tiendra le CCCF informé des progrès accomplis.
221. Le représentant de la FAO a informé le CCCF que la FAO restait disponible pour fournir une assistance technique et un renforcement des capacités en fonction des besoins.

Conclusion

222. Le CCCF a accepté la recommandation du Secrétariat du Codex énoncée au paragraphe 220.

ÉVALUATIONS DU JECFA (point 20 de l'ordre du jour)²⁸

Liste prioritaire des contaminants à évaluer par le JECFA

223. Le Secrétariat du Codex a rappelé qu'en raison de la nature virtuelle de la quatorzième session du CCCF14, la session habituelle du Groupe de travail sur les priorités présidé par les États-Unis n'a pas pu se tenir et que le Secrétariat du Codex a préparé à la place un document de travail CX/CF 21/14/18 pour mettre à jour la liste des priorités telle qu'elle figure dans l'Annexe au présent document, sur la base des résultats des évaluations du JECFA sur les alcaloïdes de l'ergot (supprimé) et les trichothécènes (T2 et HT2) (ajouter les informations relatives au statut de l'évaluation du JECFA), des questions soulevées au point 2 de l'ordre du jour sur la scopolétine, et des réponses à la lettre circulaire CL 2020/24-CF selon lesquelles aucun nouveau composé n'a été ajouté et une seule remarque supplémentaire a été faite quant à la disponibilité des données sur l'arsenic.
224. En ce qui concerne la scopolétine, le Secrétariat du Codex a rappelé que ce composé avait été inclus dans la liste des priorités à la demande du CCNASWP13 (2014) et y avait été maintenu à la demande du CCNASWP14 (2016) et du CCNASWP15 (2019). Le Secrétariat a attiré l'attention sur le rapport d'un consultant portant sur les conclusions de l'examen des données toxicologiques, disponible en Annexe du document CX/CF 21/14/2-Add.1, qui n'est pas destiné à être discuté par le CCCF mais à être examiné par le CCNASWP16 (2022). Le Secrétariat a proposé de maintenir la scopolétine dans la liste des priorités en attendant les réactions du CCNASWP16 sur la question de savoir si les pays de la région du Pacifique Sud-Ouest pourraient fournir les données et les études nécessaires pour soutenir l'évaluation de la scopolétine par le JECFA et leur examen ultérieur par le CCCF. Il a en outre indiqué que les membres du Codex et les observateurs intéressés par les produits à base de noni / la scopolétine, outre ceux de la région du Pacifique Sud-Ouest, étaient encouragés à produire/fournir des données/informations pertinentes au GEMS/Aliments afin de permettre l'évaluation de la scopolétine par le JECFA et un examen ultérieur par le Comité. Le CCCF a accepté ces recommandations.

Conclusion

225. Le CCCF est convenu :
 - i) d'approuver la liste des priorités telle que modifiée (Appendice VIII) ;
 - ii) de maintenir la scopolétine dans la liste des priorités en attendant le retour d'information du CCNASWP16 sur les données et les études nécessaires à l'évaluation de la scopolétine et encourager les membres du Codex à produire et à soumettre des données au GEMS/Aliments ;
 - iii) de continuer à demander des observations et/ou informations sur la liste des priorités pour examen par le CCCF, dans le cadre de sa quinzième session ; et
 - iv) de convoquer à nouveau le groupe de travail en session lors du CCCF15 présidé par les États-Unis.

Travaux de suivi sur les résultats des évaluations du JECFA et des consultations FAO/OMS d'experts

226. Le Secrétariat du Codex a également rappelé qu'en raison de la nature virtuelle du CCCF14, le groupe de travail en session sur le suivi des évaluations du JECFA et des consultations FAO/OMS d'experts dirigé par l'UE n'a pas pu se tenir

²⁸ CL 2020/24-CF ; CX/CF 21/14/18 ; CX/CF 21/14/18-Add.1 (Canada, Chili et Équateur) ; CX/CF 21/14/2-Add.1 ; CX/CF 21/14/3

et que le Secrétariat a préparé à la place un document de travail CX/CF 21/14/18 mettant en évidence les récentes évaluations du JECFA et consultations FAO/OMS d'experts pertinentes pour les travaux du CCCF.

227. L'Union européenne a fourni les informations supplémentaires suivantes sur les composés énumérés dans le document CX/CF 21/14/18 :

- *Alcaloïdes de pyrrolizidine* : Le JECFA80 (2015) avait évalué les AP à la demande du CCCF05 (2011), et le CCCF10 (2016) a accepté de discuter des AP une fois que l'évaluation complète du JECFA serait disponible. Il a attiré l'attention sur les principaux résultats de l'évaluation du JECFA et noté que, maintenant que le rapport a été publié, le CCCF devrait envisager des actions de suivi pouvant inclure d'éventuelles révisions du *Code d'usages pour le contrôle des mauvaises herbes afin de prévenir et de réduire la contamination des produits destinés à l'alimentation humaine et animale par les alcaloïdes de pyrrolizidine* (CXC 74-2014) ou envisager la faisabilité d'autres mesures de gestion des risques (c'est-à-dire des LM).
- *Intoxication à la ciguatera* : Le rapport de la réunion FAO/OMS d'experts sur l'intoxication alimentaire par la Ciguatera (2018) a été publié en 2020. Il a noté qu'une réunion d'experts avait été convoquée à la demande du CCCF11 (2017) pour demander un avis scientifique à la FAO et à l'OMS afin de permettre au CCCF d'élaborer des options de gestion des risques appropriées pour traiter cette question. La réunion d'experts a conclu que les informations disponibles sur l'intoxication à la ciguatera présentent de nombreuses lacunes et que certains besoins nécessitent une attention urgente en matière de gestion des risques et de recherche, et attiré l'attention sur les initiatives de la FAO, l'AIEA, et la COI-UNESCO, décrites dans le document CX/CF 21/14/3.
- *Trichothécènes* : Le JECFA90 (2020) a mis à jour l'évaluation des risques et y a inclus une évaluation de l'exposition au T-2 et au HT-2 à la demande du CCCF11 (2017). L'évaluation complète n'était pas encore terminée et figurait toujours sur la liste des priorités pour les évaluations du JECFA ; des actions de suivi pourraient par conséquent être envisagées dès que l'évaluation complète sera disponible.
- *Alcaloïdes de l'ergot* : Le JECFA91 (2021) a évalué les alcaloïdes de l'ergot à la demande du CCCF13 (2019). Le JECFA91 a noté que certaines estimations de l'exposition dépassaient les valeurs d'orientation relatives à la santé (HBGV) établies pour les alcaloïdes de l'ergot et que cela pouvait indiquer un problème de santé humaine. Cependant, l'évaluation complète du JECFA n'étant pas encore disponible, il a été proposé que des actions de suivi soient envisagées dès que l'évaluation complète serait disponible.
- *(-) scopolamine et (±) hyoscyamine (alcaloïdes tropaniques)* : La réunion FAO/OMS d'experts a été convoquée pour répondre à une demande directe d'avis scientifique de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) après des incidents d'empoisonnement dus aux aides alimentaires distribuées. La réunion d'experts avait proposé des limites opérationnelles susceptibles de protéger la santé des adultes et des enfants pour les produits du PAM, et qu'il soit également possible d'étendre ces limites à d'autres céréales et produits céréaliers lorsqu'ils sont consommés en quantités comparables.

Insectes comestibles

228. Le Secrétariat du Codex a rappelé que cette question avait été portée à l'attention du Comité au point 3 de l'ordre du jour et renvoyée pour examen au titre de ce point de l'ordre du jour. Le Secrétariat a noté que les membres du Codex étaient intéressés par les travaux du CCCF sur les insectes comestibles. Cependant, il s'agit d'une question transversale qui pourrait nécessiter une action d'autres comités du Codex, tels que le CCFH et le CCRVDF. Par conséquent, il ne serait pas judicieux d'examiner cette question au sein de chaque comité de manière isolée. Le Secrétariat a donc proposé de demander conseil au CCEXEC sur la façon la plus cohérente de prendre des mesures de gestion des risques destinées à s'assurer de la sécurité des insectes comestibles. Le secrétariat a également noté que les insectes comestibles pouvaient être considérés comme un problème de sécurité alimentaire émergeant auquel le Codex devrait apporter une réponse rapide, conformément à l'objectif 1 du Plan stratégique du Codex 2020-2025. Le CCCF a accepté cette recommandation.

Conclusion

229. Le CCCF est convenu :

- i) de créer un GTE présidé par l'UE, travaillant en anglais, afin de préparer un document de discussion sur les alcaloïdes de la pyrrolizidine en vue d'examiner la faisabilité d'éventuelles actions de suivi, pour examen par le CCCF15 ;
- ii) de publier une lettre circulaire demandant des observations sur les actions de suivi possibles des résultats des évaluations du JECFA et des consultations FAO/OMS d'experts, en particulier celles dont le rapport complet était déjà disponible, comme pour l'intoxication à la ciguatera et les alcaloïdes tropaniques, pour examen par le GT en session qui sera convoqué lors du CCCF15 ;
- iii) de convoquer à nouveau le groupe de travail en session lors du CCCF15, sous la présidence de l'UE ; et
- iv) de demander des conseils au CCEXEC sur la meilleure approche pour traiter de la sécurité des insectes comestibles

dans le Codex.

AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS (point 21 de l'ordre du jour)

230. Le CCCF a noté qu'aucune autre question n'avait été proposée.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 22 de l'ordre du jour)

231. Le CCCF a été informé que le CCCF15 était programmé pour une tenue dans environ un an, les dispositions finales à cet égard devant faire l'objet d'une confirmation par le pays hôte et le secrétariat du Codex.